

INITIATIVE POLITIQUE DE L'AUDA-NEPAD EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES

Cadre Politique Pour La Promotion Des Technologies Éducatives
Basées Sur Des Normes Et Indépendantes Des Fournisseurs En
Afrique



AUDA - NEPAD
AFRICAN UNION DEVELOPMENT AGENCY



Table Des Matières

REMERCIEMENTS	iii
ACRONYMES	iv
LISTE DES TABLEAUX	iv
1. APERÇU	1
1.1 Portée et Méthodologie de la Recherche	1
1.2 Principales Conclusions: Un Continent en Transition Numérique	2
1.3 Défis Critiques dans la Mise en Œuvre	2
1.4 Recommandations et Impératifs Stratégiques	3
2. QUESTIONNAIRE SUR LA PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES	4
3. RÉSUMÉ DE LA REVUE LITTÉRAIRE	23
3.1 Principales Conclusions	23
3.2 Principaux Défis	23
3.3 Principaux Domaines Prioritaires d'Action	23
3.4 Observations Critiques	23
3.5 Recommandations	24
3.6 Facteurs de Réussite	25
3.6.1 <i>Non-Discrimination Dans Les Procédures De Passation De Marchés Dans Le Domaine Des Technologies Éducatives</i>	25
3.6.2 <i>Infrastructure Fédérée De Données Sur L'Éducation</i>	25
4. SITUATION DES PAYS	26
4.1 Algérie	27
4.2 Cameroun	28
4.3 Congo-Brazzaville	29
4.4 Eswatini	30
4.5 Gambie	31
4.6 Maurice	32
4.7 Namibie	33
4.8 Somalie	34
4.9 Tanzanie	35
4.10 Égypte	36
4.11 Libéria	37
4.12 Zambie	39



Table Des Matières

5. 5. LES CINQ PAYS LES PLUS RECOMMANDÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PILOTE EdTECH	41
5.1 Kenya	41
5.2 Ghana	41
5.3 Maurice	42
5.4 Égypte	42
5.5 Tanzanie	43
5.6 Justification Globale Pour Les Pays Sélectionnés	44
6. CONCLUSION	45
6.1. Impératifs Stratégiques	46





Remerciement

Ce cadre politique est le résultat d'un processus collaboratif et consultatif motivé par la vision commune de transformer l'éducation grâce à la technologie en Afrique. L'AUDA-NEPAD exprime sa profonde gratitude à toutes les parties prenantes ayant contribué à cette initiative, notamment les ministères de l'Éducation, les organismes chargés des TIC, les partenaires de développement, les innovateurs locaux, les éducateurs et les apprenants des 15 pays participants.

Nous tenons à remercier tout particulièrement la principale équipe de recherche composée de John Gitabi Kimotho, Daniel Baffour-Awuah et Poncelet Ileleji, dont l'engagement sans faille et l'expertise ont été déterminants dans la conceptualisation, la collecte de données et la formulation des conclusions de ce cadre politique. L'équipe a été guidée et aidée par Barbara Glover et Maria Stella Namyalo, dont le dévouement et la concentration ont contribué à l'élaboration de ce précieux cadre politique.

Nous saluons également les précieuses contributions reçues lors de forums continentaux clés, notamment la conférence Innovation Africa (Addis-Abeba, avril 2024) et l'eLearning Africa (Dares-Salaam, mai 2025). Ces plateformes ont apporté des perspectives essentielles qui ont enrichi l'élaboration de ce cadre.

Enfin, nous remercions la Commission de l'UA et nos partenaires techniques et financiers dont le soutien continu a rendu possible cette avancée majeure. Ensemble, nous restons déterminés à promouvoir l'adoption équitable et durable des technologies éducatives en Afrique.





Acronyms

AUDA	Agence de développement de l'Union Africaine
CNEPD	Centre national de formation professionnelle à distance
EKB	Banque égyptienne de connaissances
TIC	Technologies de l'information et de la communication
OIT	Organisation internationale du travail
MoBSE	Ministère de l'Éducation de base et secondaire
MoET	Ministère de l'Éducation et de la Formation
MoETE	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement technique
REL	Ressources éducatives libres
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODD	Objectifs de développement durable
STEM	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
AAT	Apprentissage assisté par la technologie
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels

List of Tables

Tableau 1: Réponses des pays (Q1-Q7)	4
Tableau 2 : Réponses des pays (Q8-Q11)	13
Tableau 3 : Réponses des pays (Q12-Q17)	16





1. Aperçu

Ce document de recherche présente les conclusions de l'initiative politique de l'AUDA-NEPAD en matière de technologies éducatives, un effort panafricain visant à favoriser un écosystème inclusif, évolutif et durable dans ce domaine à travers le continent. Ce rapport final présente une synthèse de la consultation des parties prenantes, axée sur les trois domaines prioritaires de la stratégie et du plan de mise en œuvre de l'Union Africaine en matière de technologies éducatives pour 2022, ainsi qu'un résumé de l'analyse documentaire sur l'initiative politique de l'AUDA-NEPAD en matière de technologies éducatives, couvrant 15 pays africains qui sont à différents stades de mise en œuvre de leurs cadres d'éducation numérique.

1.1. Portée et méthodologie de la recherche

The initiative employed a comprehensive stakeholder engagement approach across 15 African countries representing all continental regions: Algeria, Cameroon, Congo Brazzaville, Egypt, Eswatini, Ethiopia, Gambia, Ghana, Kenya, Liberia, Malawi, Mauritius, Namibia, Somalia, South Africa, South Sudan, Tanzania, and Zambia. The research utilized multiple data collection methods, including:



Des questionnaires d'enquête exhaustifs

- Des questionnaires d'enquête exhaustifs ciblant divers groupes de parties prenantes.



Des discussions ministérielles approfondies

- Des discussions ministérielles approfondies lors de grandes conférences (Conférence Innovation Africa à Addis-Abeba, avril 2024; eLearning Africa 2025 à Dar es Salaam, mai 2025).



Une analyse documentaire et une analyse de marché

- Une analyse documentaire et une analyse de marché des politiques et des applications existantes en matière de technologies éducatives.



Des consultations avec des parties prenantes

- Des consultations avec des parties prenantes, notamment les gouvernements, les éducateurs, les partenaires du secteur privé et les innovateurs locaux.





1.2. Principales conclusions : un continent en transition numérique

Niveau de maturité des politiques : la recherche révèle que les pays africains sont à différents niveaux de maturité :

- **Les précurseurs:** l'Algérie et l'Égypte disposent de cadres complets en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), avec des investissements publics importants et des infrastructures numériques bien établies.
- **Les pays développant des cadres:** le Kenya, le Ghana et l'Afrique du Sud disposent de bases politiques solides et fournissent des efforts actifs pour leur mise en œuvre.
- **Les nouveaux à adopter la politique:** des pays tels que la Somalie, le Libéria et l'Eswatini sont en train d'élaborer des politiques et des stratégies fondamentales en matière de technologies éducatives.

1.3. Défis Critiques dans la Mise en Œuvre

Malgré l'élaboration des politiques, d'importants défis persistent en matière de mise en œuvre. Il s'agit entre autres:

- **Des déficits infrastructurels:** le taux moyen de pénétration du haut débit en Afrique n'est que de 37 %, avec des pays comme la Zambie (0,4 %) et le Libéria (0,3 %) qui affichent une connectivité particulièrement faible.
- **De la fracture numérique:** disparités marquées entre les zones rurales et urbaines en matière d'accès à la technologie et de connectivité.
- **Des contraintes en matière de capacité:** programmes insuffisants de formation des enseignants aux technologies numériques, la plupart des éducateurs ne dispose pas des compétences nécessaires pour intégrer ces technologies dans leur pédagogie.
- **Des contraintes financières:** la plupart des pays allouent moins de 20 % de leur budget de l'éducation à des initiatives technologiques.

Le processus de consultation des parties prenantes a mis en évidence quatre domaines d'action prioritaires:

- **Inclusivité:** veiller à ce que les solutions EdTech atteignent les communautés marginalisées et défavorisées.
- **Innovation locale:** donner aux développeurs locaux les moyens de créer des solutions éducatives spécifiques à l'Afrique.
- **Harmonisation des politiques:** développer des cadres interopérables pour soutenir la collaboration transfrontalière.
- **Renforcement des capacités:** mettre en place des programmes systématiques de formation et de développement professionnel des enseignants.

Déficits Infrastructurels

~ **37%**

taux de pénétration du haut débit en Afrique

Contraintes Financières

< 20%

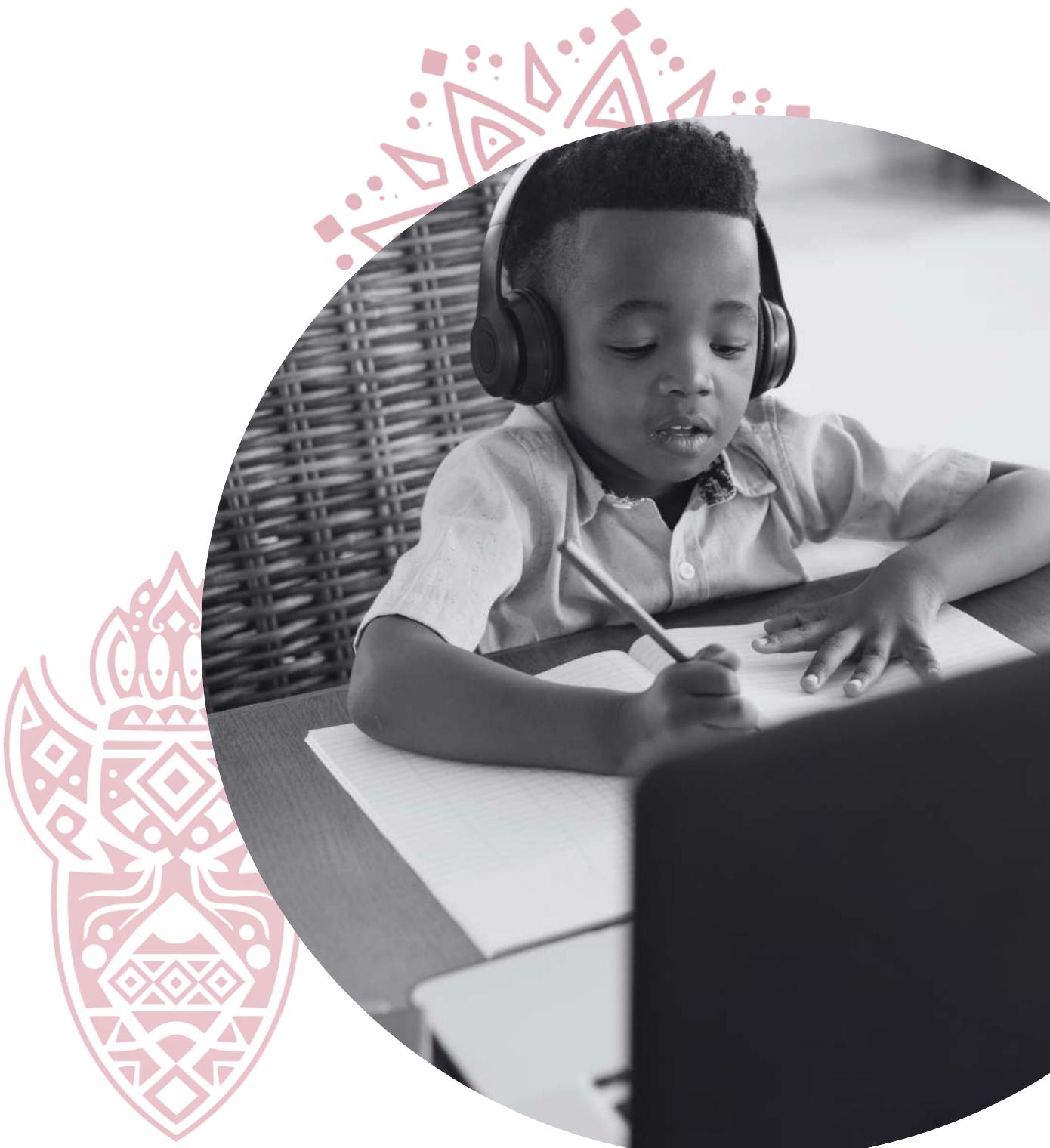
du budget de l'éducation alloué aux initiatives technologiques



1.4. Recommandations et Impératifs Stratégiques

L'étude a permis d'identifier cinq impératifs stratégiques pour la promotion des technologies éducatives en Afrique:

- **Priorité aux infrastructures:** accélération du déploiement du haut débit grâce à des partenariats public-privé
- **Autonomisation des enseignants:** développement professionnel complet allant au-delà des compétences numériques de base
- **Harmonisation des politiques:** alignement sur les cadres de l'UA et les normes indépendantes des fournisseurs
- **Équité et inclusion:** interventions ciblées pour les communautés marginalisées avec un contenu multilingue





2. Questionnaire Sur La Participation Des Parties Prenantes

Cette section présente les réponses aux questionnaires administrés dans différents pays, comme le montrent les tableaux ci-dessous:

Tableau 1: Réponses des pays (Q1-Q7).

Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Algérie	Vise à moderniser le secteur de l'éducation grâce à des plateformes numériques nationales et à l'enseignement obligatoire des TIC	Des mécanismes sont en cours d'élaboration, avec une orientation politique centralisée et des possibilités accrue et structurée pour les contributions des éducateurs.	Disponible sur les sites Web du ministère de l'Éducation, avec des possibilités de diffusion plus large.	Il serait utile d'adapter le contenu, de promouvoir les outils d'apprentissage en ligne bilingues (arabe/tamazight) et d'étendre la portée dans les zones rurales.	Moderniser le secteur de l'éducation grâce à des plateformes numériques nationales et à un enseignement systématique des TIC	Les technologies éducatives peuvent améliorer les résultats d'apprentissage, en particulier dans les domaines des STEM et de l'enseignement supérieur, où les plateformes d'apprentissage en ligne sont largement utilisées.	Les principales initiatives comprennent les bibliothèques numériques, les examens en ligne et les laboratoires STEM dans les écoles secondaires.





Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Égypte	La réforme Éducation 2.0 et la Banque égyptienne du savoir (EKB) sont au cœur de la stratégie nationale d'apprentissage numérique de l'Égypte	Les mécanismes de retour d'information passent par des plateformes nationales, des conseils d'enseignants et des portails ministériels.	Accessible gratuitement via le ministère de l'Éducation, l'EKB et les portails d'apprentissage en ligne associés.	L'extension de la couverture rurale, la création de contenus locaux en arabe et une meilleure intégration des mécanismes de retour d'information permettront de renforcer le cadre.	Numériser l'ensemble de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire à l'aide de l'IA, des services cloud et des appareils mobiles.	Les indicateurs de performance montrent que les technologies éducatives produisent des résultats dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) et de la participation numérique.	EKB, livres interactifs, évaluations numériques et outils de gestion scolaire basés sur le cloud.
Éthiopie	Les politiques se concentrent sur l'enseignement à distance, l'éducation radiophonique et la résilience numérique.	Il existe des mécanismes permettant aux parties prenantes de donner leur avis, principalement lors des révisions de la stratégie nationale ou des événements de coordination des donateurs.	La disponibilité varie, et il est possible d'améliorer la cohérence.	Une meilleure coordination entre les bureaux fédéraux et régionaux chargés de l'éducation, le développement des infrastructures TIC en milieu rural et un financement ciblé pour la formation aux technologies éducatives seraient bénéfiques.	Le ministère envisage un système éducatif inclusif sur le plan numérique qui utilise les plateformes mobiles, radio et télévision pour améliorer l'apprentissage dans les contextes formels et informels.	Les technologies éducatives ont énormément contribué à combler les lacunes en matière d'éducation pendant la pandémie de COVID-19 grâce à des contenus télévisés et radiophoniques.	Le programme « SchoolNet » propose un enseignement par satellite et investit dans des contenus d'EFTP diffusés par la télévision nationale.



Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Ghana	La politique éducative intègre les technologies numériques dès l'école primaire en enseignant l'informatique à partir de la 4e année (4e grade).	Des processus consultatifs sont organisés régulièrement avec les syndicats d'enseignants, les unités TIC et les ONG locales.	Les politiques et plateformes numériques (par exemple, iCampusGH) sont accessibles en ligne et facilement accessibles au public.	L'augmentation de la bande passante dans les écoles rurales, l'encouragement du développement local des technologies éducatives et le renforcement du suivi permettraient d'améliorer le système.	Créer un système éducatif mixte et résilient qui s'adapte aux technologies émergentes	Oui, en particulier en s'attaquant au problème de la différence de la qualité de l'éducation entre les zones urbaines et rurales, en améliorant l'enseignement et les processus d'apprentissage pour les apprenants et les enseignants.	Ghana Learning TV, iCampusGH et outils d'apprentissage interactifs basés sur WhatsApp.
Kenya	Il soutient l'apprentissage en ligne, le codage et la distribution d'appareils numériques. Un cadre politique national traite de l'accès à l'éducation.	Le ministère utilise des systèmes de retour d'information structurés, notamment des ateliers et des revues pilotes avec les parties prenantes et les partenaires.	Les documents clés sont accessibles au public via les sites Web du ministère de l'Éducation, du ministère des Technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'Économie numérique et de l'Autorité des TIC.	L'extension des infrastructures rurales, l'amélioration de l'adaptation des contenus et la fourniture d'un soutien durable en matière d'appareils renforcerait ce cadre.	Numériser tous les espaces d'apprentissage et améliorer l'accès des apprenants aux contenus et outils électroniques à l'échelle nationale	Oui, le soutien aux enseignants peut être amélioré grâce à des outils numériques et à la formation CBC, et la participation des élèves peut être renforcée grâce à des contenus interactifs.	Plusieurs solutions technologiques éducatives ont été mises en œuvre avec succès (tablettes dans plus de 22 000 écoles, VTabu Virtual, plateforme scolaire numérique Eneza Education (DSP), enseignement radiophonique pendant la COVID-19 et laboratoires TIC dans certaines bibliothèques scolaires).



Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Libéria	Les technologies éducatives sont intégrées dans l'enseignement primaire et secondaire, et l'accent est mis sur les infrastructures, la formation des enseignants et les contenus numériques.	Des mécanismes de retour d'information sont en cours d'élaboration grâce à un suivi renforcé au niveau des écoles et à des boucles de retour d'information des partenaires de développement.	Certains documents politiques sont disponibles en ligne via le ministère de l'Éducation, et des travaux sont en cours pour améliorer la cohérence de leur diffusion.	Le renforcement du déploiement du haut débit, l'élaboration de normes nationales en matière de technologies éducatives et la mise en place de systèmes de données coordonnées permettrai ent d'améliorer le cadre.	Créer un système éducatif résilient, amélioré par la technologie et offrant un accès équitable grâce à des salles de classe équipées des TIC.	Améliorer les résultats d'apprentissage, en particulier pendant les situations d'urgence, et améliorer l'accès aux apprenants à distance.	Plateforme scolaire numérique (DSP), l'enseignement via la radio pendant la COVID-19 et les laboratoires TIC dans certaines écoles.
Maurice	Les initiatives existantes telles que le programme d'apprentissage numérique à bas âge et le projet Saint-court témoignent de l'engagement du gouvernement en faveur de l'intégration des technologies.	Une récente consultation publique a généré plus de 500 suggestions, témoignant d'une forte participation active	Les documents politiques sont disponibles sur le site Web du ministère, et les circulaires dans les écoles et les directions de l'éducation. https://education.govmu.org	Créer une politique nationale officielle en matière de technologies éducatives, améliorer la formation des enseignants et garantir une meilleure connectivité Internet dans les écoles.	Moderniser les salles de classe et soutenir l'éducation spécialisée grâce aux technologies d'assistance, en mettant l'accent sur la numérisation de l'enseignement et de l'apprentissage.	Elles soutiennent l'éducation inclusive et préparent mieux les élèves à l'avenir numérique.	Le programme d'apprentissage numérique à bas âge (EDLP), des projecteurs interactifs, des tablettes pour les élèves du primaire et des appareils électroniques en braille pour les élèves malvoyants.



Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
République du Congo	La République du Congo a pris des mesures pour intégrer les TIC dans l'éducation, notamment la stratégie « Congo Digital 2025 » et les laboratoires numériques grâce à l'UNICEF et Airtel.	Des mécanismes voient le jour grâce à des partenariats internationaux; les systèmes nationaux de retour d'information continuent de se développer.	Certains documents sont disponibles en ligne (par exemple, Congo Digital 2025) et des travaux sont en cours pour améliorer l'accès dans les zones rurales, en tenant compte des coûts relatifs à la connectivité et à l'accès.	L'élaboration d'une politique globale en matière de technologies éducatives, l'amélioration des infrastructures et la formation des enseignants permettrai ent de renforcer le cadre.	Moderniser l'éducation grâce aux outils numériques et s'aligner sur les normes mondiales.	Améliorer les résultats d'apprentissage grâce à une interactivité, une accessibilité et un soutien accru dans les zones mal desservies.	Laboratoires numériques grâce à l'UNICEF-Airtel, cours télévisés et radiophoniques pendant la réponse à la COVID-19 dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).
Somalie	Le paysage politique somalien comprend des efforts visant à intégrer les TIC dans l'éducation dans le cadre de son plan stratégique pour le secteur de l'éducation.	Des boucles de retour d'information existent grâce aux évaluations des programmes des ONG et à la participation des donateurs, avec un potentiel pour des canaux gouvernementaux systématiques.	Les défis infrastructurels affectent la disponibilité constante des documents gouvernementaux en ligne.	L'amélioration de l'accès du public aux outils politiques renforcera it le cadre	Fournir une éducation inclusive et résiliente aux conflits à l'aide de plateformes mobiles, de la radio et d'outils numériques hors ligne	En cas de crise, la Somalie peut tirer parti des applications mobiles et de la radio pour assurer la continuité de l'apprentissage.	Scolarisation par la radio, apprentissage mobile via des partenariats avec des start-ups EdTech et kits d'apprentissage hors ligne soutenus par des ONG



Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Afrique du Sud	Un nouveau cadre éducatif, lancé en 2024, porte sur les technologies numériques telles que les tablettes, l'IA, l'apprentissage mobile, l'apprentissage virtuel, le codage et la robotique.	Des politiques existent en principe, et leur mise en œuvre est renforcée.	En Afrique du Sud, la plupart des politiques sont facilement accessibles en ligne	Les politiques doivent être dynamiques, réactives et soutenues par des budgets adéquats	Il faut réagir et se préparer à des événements futurs tels que la COVID-19, afin de mettre en place des environnements d'apprentissage synchrones, asynchrones et mixtes.	Réduire la fracture numérique, combler les lacunes en matière de contenus créés pendant les périodes de confinement.	Le projet Ligbron eLearning en est un exemple.
Soudan du Sud	Il intègre les TIC dans l'éducation via le plan stratégique pour l'enseignement général, avec des projets visant à créer une politique dédiée aux technologies éducatives dès que les ressources seront disponibles.	Les mécanismes de retour d'information sont actuellement informels et passent principalement par des programmes éducatifs menés par des bailleurs de fonds.	L'accès aux documents officiels est limité en dehors de Juba en raison de problèmes de connectivité et de diffusion.	Il serait avantageux d'élaborer une politique nationale en matière de technologies éducatives, de contextualiser les programmes d'études numériques et de mettre en place une infrastructure numérique.	Utiliser la radio et les outils mobiles pour soutenir la continuité de l'apprentissage dans des environnements difficiles.	Cela peut améliorer les résultats d'apprentissage, en particulier pour les apprenants déplacés et les communautés nomades.	Radio éducative, kits d'apprentissage alimentés à l'énergie solaire et centres d'apprentissage mobiles communautaires. L'apprentissage en ligne hors réseau a été mis en place dans certaines écoles à titre expérimental, avec des résultats positifs: les élèves ont obtenu de bons résultats aux examens nationaux.



Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Zambie	Le système éducatif zambien intègre les technologies éducatives dans le cadre d'initiatives nationales d'apprentissage numérique telles que le projet Smart Zambia.	Les parties prenantes collaborent via des plateformes formelles et informelles offrant de meilleures possibilités d'inclusion.	Certaines politiques sont disponibles en ligne sur les sites Web du gouvernement, avec un accès régional variable.	Les améliorations comprennent le renforcement des infrastructures, la formation des enseignants et la coordination des politiques.	La vision consiste à intégrer de manière globale les outils numériques de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur.	Des études pilotes démontrent une amélioration de la participation des apprenants grâce à l'EdTech.	On peut citer comme exemples les salles de classe numériques soutenues par l'UNICEF et les applications d'apprentissage mobiles. Certaines écoles utilisent également des projecteurs de données, des tableaux blancs interactifs et des écrans tactiles interactifs.
Eswatini	La politique préconise l'intégration des matières liées aux TIC dans toutes les écoles, en facilitant l'enseignement/apprentissage mixte, ainsi que la gestion et l'administration des écoles qui utilisent des outils TIC dans le système d'éducation et de formation.	Des travaux sont en cours pour mettre en place des mécanismes permettant de recueillir les commentaires des parties prenantes.	Les documents politiques sont facilement accessibles sur le site Web du gouvernement www.gov.sz/index.php/education-policies .	L'élaboration d'une politique EdTech autonome contribue à orienter l'utilisation des technologies éducatives dans le système éducatif.	Élaborer des politiques et veiller au respect des droits des enfants, réduire les inégalités socio-économiques et améliorer la qualité globale du système éducatif.	Contribue à simplifier certains concepts pour les élèves pendant les cours dispensés par les enseignants	Utilisation de projecteurs de données, de tableaux blancs interactifs et d'écrans tactiles interactifs dans certaines écoles.



Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Cameroun	Progrès réalisés grâce aux centres d'enseignement à distance COVID-19 mis en place par le ministère de l'Enseignement secondaire, et adoption d'un document sur la politique et la stratégie TIC pour 2022 dont l'objectif est de promouvoir un accès équitable à l'éducation grâce aux technologies numériques.	Il est possible d'organiser des réunions ou des ateliers spécifiques axés sur la politique et la stratégie en matière de EdTech, en particulier dans le domaine de la formation technique et professionnelle.	Les documents politiques sont disponibles en ligne sur https://apprendre.auf.org/wp-content/uploads/2023/02/Politique-des-TIC-et-Cadre-Strategique-pour-leducation-de-base-au-Cameroun.pdf	Il serait utile de créer un cadre politique unifié garantissant un accès équitable à tous les apprenants.	Intégrer la technologie dans les programmes de formation avec le soutien de partenaires tels que l'UNESCO	Peut améliorer l'accès aux ressources d'apprentissage, comme le centre d'enseignement à distance du ministère de l'Enseignement secondaire, qui permet des cours asynchrones	Un projet intitulé « Connect to My School » a été lancé dans le sous-secteur de l'éducation de base avec l'UNICEF et fonctionne bien. Le principal exemple est le centre d'enseignement à distance créé par le ministère de l'Enseignement secondaire pendant la pandémie de COVID-19.
Malawi	Le Malawi met l'accent sur l'apprentissage de base grâce à l'éducation numérique mobile et hors ligne. Les politiques évoluent pour inclure davantage les technologies éducatives.	Les commentaires sont recueillis par le biais d'évaluations des programmes. Le système national de consultation en cours d'élaboration.	Les documents sont hébergés sur le site Web du ministère de l'Éducation, et des travaux sont en cours pour résoudre les problèmes d'accès des acteurs ruraux.	Il serait utile d'introduire des objectifs structurés en matière d'éducation sur le numérique dans les stratégies nationales et de développer les infrastructures rurales.	Chercher à utiliser l'apprentissage mobile pour l'alphabétisation et la numération de base dans les écoles disposant de ressources limitées.	Les technologies éducatives peuvent améliorer les résultats d'apprentissage. Les outils mobiles et la radio interactive ont permis d'améliorer considérablement la participation.	L'enseignement interactif à la radio, les tablettes d'apprentissage hors ligne et les applications de lecture développées par des ONG se sont révélés efficaces.



Pays	Q1 - État d'avancement du cadre politique en matière des EdTech	Q2 - Mécanismes de retour d'information des parties prenantes	Q3 - Accessibilité des documents politiques	Q4 - Améliorations du cadre politique	Q5 - Vision du ministère pour l'intégration des EdTech	Q6 - Les EdTech peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.	Q7 - Solutions EdTech innovantes
Tanzanie	Un cadre politique national traite de l'accès à l'éducation, et des travaux sont en cours pour combler les lacunes en matière d'infrastructures dans certaines régions.	Les consultations des parties prenantes sont intégrées dans les révisions stratégiques et les forums de formation numérique.	Les documents politiques sont accessibles au public via les sites Web du ministère de l'Éducation et de l'Autorité des TIC.	Définition de normes nationales pour les infrastructures EdTech et augmentation des investissements dans la formation des enseignants et le développement de contenus numériques adaptés.	En développant la connectivité, en produisant des contenus numériques pertinents et en promouvant l'apprentissage en ligne dans le cadre de la stratégie plus large « Digital Tanzania »	Des initiatives pilotes montrent des améliorations dans l'apprentissage des sciences grâce à des tutoriels multimédia-s, et des rapports font état d'une meilleure participation des élèves avec des contenus interactifs tels que des vidéos et des animations.	Utilisant des outils tels que Kahoot, Quizizz et Mtabe au niveau pré-universitaire, l'Institut tanzanien de l'éducation produit des vidéos tutorielles sur des thèmes scientifiques.





Tableau 2 : Réponses des pays (Q8-Q11)

Pays	Q8 - Collaboration du ministère avec des partenaires	Q9 - Principaux obstacles à la mise en œuvre	Q10 - Importance des obstacles linguistiques	Q11 - Adéquation du programme de formation des éducateurs
Algérie	Collabore avec les réseaux francophones, l'ALECSO et les consortiums universitaires internationaux.	Accès limité à l'électricité, problèmes de disponibilité des appareils, contenus adaptés insuffisants et variations régionales dans la préparation des enseignants	L'arabe et le français sont prédominants; il est possible de créer des contenus locaux en tamazight.	Des formations sont disponibles aux niveaux secondaire et supérieur, avec des possibilités de développement pour la formation des enseignants du primaire.
Égypte	Partenariats avec Microsoft, l'USAID, la Banque mondiale et Huawei pour le renforcement des capacités et le développement d'une plateforme électronique	Besoins d'extension de la connectivité entre les zones urbaines et rurales, renforcement de la participation des enseignants dans l'utilisation des TIC et possibilités de coordination des politiques	L'arabe est largement utilisé dans les ressources EdTech, ce qui réduit les obstacles.	La formation numérique nationale fait partie des programmes de formation initiale et continue.
Éthiopie	L'UNICEF, l'UNESCO et la Banque mondiale sont des partenaires clés qui soutiennent la formation des enseignants, le développement de contenus et le déploiement d'infrastructures	Accès limité à l'électricité, difficultés d'accès aux appareils, contenu localisé insuffisant et variations régionales dans la préparation des enseignants	La diversité linguistique de l'Éthiopie nécessite des solutions EdTech dans plusieurs langues locales, alors que de nombreux outils sont actuellement disponibles principalement en anglais.	Il existe une formation, mais elle pourrait être plus systématique et durable. La plupart des enseignants tireraient profit d'une amélioration de leurs compétences pédagogiques pratiques en matière de TIC.
Ghana	Une collaboration étroite avec le GES, l'UNICEF, la Banque mondiale et les opérateurs de télécommunications appuie les plateformes et le développement des enseignants.	Compétences des enseignants, accessibilité financière des outils technologiques, expansion de la connectivité et adéquation du financement	L'enseignement se fait souvent à la fois en anglais et dans les langues locales.	Les programmes de formation se développent, offrant des possibilités d'élargissement et de cohérence.
Kenya	Les partenariats avec l'UNESCO, la Banque mondiale et des entreprises technologiques privées contribuent à développer la formation et la fourniture d'appareils.	Préparation des enseignants, maintenance des appareils, besoins en infrastructures dans les régions arides et semi-arides, et financement	La plupart des outils EdTech sont proposés en anglais et en kiswahili, les principales langues d'enseignement.	La formation à la culture numérique avant et pendant le service est assurée par la Commission des services enseignants (TSC). La formation est organisée par divers établissements relevant du ministère, par l'intermédiaire des universités et d'autres organismes de formation publics.



Pays	Q8 - Collaboration du ministère avec des partenaires	Q9 - Principaux obstacles à la mise en œuvre	Q10 - Importance des obstacles linguistiques	Q11 - Adéquation du programme de formation des éducateurs
Libéria	Collaboration avec la Banque mondiale, l'UNICEF et le GPE sur la mise en œuvre des politiques, les infrastructures et les contenus	Développement des infrastructures, renforcement des capacités des enseignants et considérations financières	Un contenu adapté en anglais libérien et dans les dialectes locaux serait bénéfique.	L'offre de formation pourrait être améliorée, avec la possibilité d'aller au-delà de la culture numérique de base pour intégrer la pédagogie.
République du Congo	Collabore avec l'UNICEF, Airtel et le GPE pour les ressources et la formation des enseignants.	Besoins en matière d'expansion de l'Internet, de développement de la formation des enseignants et d'amélioration des infrastructures	Le français est largement utilisé, mais un contenu en langue locale pourrait renforcer l'inclusivité.	Certaines formations sont dispensées par des partenaires internationaux, avec des possibilités d'expansion et de cohérence.
Somalie	Partenariats avec l'UNICEF et Save the Children pour la mise en œuvre, le financement et le suivi.	Problèmes de sécurité, besoins en matière de coordination de la gouvernance, exigences en matière de développement des infrastructures et besoins en matière de renforcement des capacités des enseignants	La localisation du contenu en somali et en arabe est nécessaire, alors que les outils internationaux sont souvent basés sur l'anglais.	Il existe peu de programmes formels. Les ONG proposent des formations numériques périodiques.
Afrique du Sud	Le National Education Collaboration Trust s'efforce d'améliorer la coordination et de renforcer l'impact des programmes axés sur l'amélioration de la qualité de l'éducation	Adéquation du financement, développement des enseignants, amélioration de la connectivité, sécurité et contenu numérique	Les considérations linguistiques sont faibles dans l'adoption des outils EdTech.	Il existe des possibilités d'extension des programmes de formation, compte tenu du temps que les enseignants doivent y consacrer et des besoins en matière de connectivité pour les ateliers virtuels. Le développement des connaissances des enseignants et la disponibilité des appareils dans les écoles sont des priorités.
Soudan du Sud	La collaboration avec l'UNICEF, Save the Children et le GPE garantit la fourniture de ressources et la formation des enseignants.	Infrastructure électrique, connectivité Internet, situations de déplacement, disponibilité d'enseignants formés aux TIC et financement	L'anglais est la langue d'enseignement, mais les langues locales sont souvent préférées.	Les possibilités de formation sont actuellement limitées. La plupart des formations sont dispensées dans le cadre de programmes d'ONG.



Pays	Q8 - Collaboration du ministère avec des partenaires	Q9 - Principaux obstacles à la mise en œuvre	Q10 - Importance des obstacles linguistiques	Q11 - Adéquation du programme de formation des éducateurs
Zambie	L'UNICEF, VVOB et les ONG soutiennent la formation, les infrastructures,	les problèmes de connectivité, le coût des équipements et les besoins en matière de préparation des enseignants.	L'anglais est prédominant, mais des outils en langues locales font leur apparition.	Il existe des formations, avec des possibilités de mise en œuvre plus cohérente à l'échelle nationale.
Eswatini	L'UNICEF, l'UNESCO et la Banque mondiale sont des partenaires clés qui soutiennent la formation des enseignants, le développement de contenus et le déploiement d'infrastructures.	Financement	Les considérations linguistiques dans l'adoption des outils EdTech sont minimales.	Les possibilités de formation existent principalement dans le cadre de programmes de formation initiale, avec des possibilités de programmes destinés aux enseignants en exercice.
Cameroon	Collabore avec des organisations internationales telles que l'UNESCO et le Commonwealth of Learning.	Besoins en matière de développement des infrastructures	Les considérations linguistiques dans l'adoption des outils EdTech sont minimales.	Les programmes de formation offrent des possibilités de développement. Il est possible de former des formateurs qualifiés dans le pays. Les programmes actuels comprennent des programmes de développement professionnel occasionnels destinés à certains enseignants.
Tanzanie	Des partenariats avec des ONG telles que l'ASDI et l'UNICEF soutiennent les infrastructures TIC et la formation des enseignants.	Besoins en matière de développement des infrastructures dans les zones rurales, exigences en matière de formation des enseignants à la pédagogie numérique, financement et développement des compétences des enseignants.	La langue pose quelques problèmes, en particulier dans les classes primaires inférieures. La plupart des plateformes restent centrées sur l'anglais, mais la demande de contenus en swahili est en augmentation.	Il existe des programmes de formation continue aux TIC, avec des possibilités d'extension aux enseignants des zones rurales. La formation est organisée par diverses institutions relevant du ministère.
Malawi	L'UNICEF, l'USAID et le VSO apportent un soutien essentiel en matière de formation, de matériel informatique et de plateformes	Infrastructures numériques limitées, besoins en matière de formation des enseignants et problèmes de connectivité dans les zones rurales	Considérations linguistiques modérées dans l'adoption des outils EdTech, avec des besoins de localisation en chichewa et dans d'autres langues locales.	Il existe des formations qui peuvent être améliorées et étendues à l'échelle nationale.



Tableau 3 : Réponses des pays (Q12-Q17)

Pays	Q12 - Impact de l'accès à Internet	Q13 - Rôle des disparités socio-économiques	Q14 - Fréquence des consultations avec les parties prenantes	Q15 - Plateformes de participation efficaces	Q16 - Soutien à la gouvernance locale	Q17 - Stratégies de collaboration AUDA-NEPAD
Algérie	La connectivité dans les zones rurales influe sur la portée des plateformes en ligne et des tests numériques.	Les zones urbaines disposent d'infrastructures solides, tandis que les apprenants ruraux sont confrontés à des difficultés d'accès.	Des consultations ont lieu périodiquement, principalement au sein des cercles ministériels ou dans le cadre de projets pilotes. Les parties prenantes sont consultées lors des processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques.	Les forums universitaires et les événements consacrés à la recherche en matière d'éducation constituent des plateformes essentielles.	Les administrateurs scolaires et les inspecteurs régionaux contribuent à la mise en œuvre des politiques numériques au niveau local.	Financement des plateformes en langues locales, promotion des échanges EdTech en Afrique du Nord et soutien aux pôles communautaires TIC.
Égypte	Les écarts en matière d'accès à Internet et aux appareils persistent en Haute-Égypte et dans les régions désertiques reculées.	Les apprenants urbains bénéficient d'un bon accès, tandis que les régions marginalisées ont besoin d'un soutien supplémentaire.	Les consultations sont intégrées dans les révisions stratégiques et les forums de formation numérique. Les parties prenantes sont consultées lors des processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques.	Enquêtes auprès des parties prenantes et sondages numériques via des applications destinées aux élèves et aux parents.	Les chefs d'établissement et les conseils communautaires d'éducation veillent à ce que les objectifs Education 2.0 soient respectés au niveau local.	Partage du modèle EKB à travers l'Afrique, organisation de bootcamps régionaux et soutien à l'innovation en matière de technologies éducatives arabes.
Éthiopie	Les défis liés à la connectivité limitent les outils d'apprentissage numériques.	La plupart des technologies éducatives dépendent actuellement de méthodes hors ligne telles que la radio et la télévision.	La consultation des parties prenantes lors de l'élaboration des politiques a lieu principalement lors des révisions de la stratégie nationale ou des événements de coordination des donateurs. Il est possible d'avoir une implication plus large des enseignants et des parents.	Ateliers, tables rondes avec les bailleurs de fonds et réunions d'examen sectoriel.	Les bureaux locaux de l'éducation et les centres communautaires TIC peuvent soutenir la formation des enseignants et diffuser des contenus hors ligne.	Mise en place de groupes de travail régionaux sur les technologies éducatives, financement des projets pilotes et intégration des acteurs locaux dans la planification au niveau de l'UA.



Pays	Q12 - Impact de l'accès à Internet	Q13 - Rôle des disparités socio-économiques	Q14 - Fréquence des consultations avec les parties prenantes	Q15 - Plateformes de participation efficaces	Q16 - Soutien à la gouvernance locale	Q17 - Stratégies de collaboration AUDA-NEPAD
Ghana	La connectivité a un impact significatif, en particulier dans les zones rurales. Cela représente un défi considérable.	Les disparités socio-économiques ont un impact significatif, créant ainsi des différences d'accès entre les différents groupes économiques et les zones urbaines et rurales.	Ils sont impliqués pendant la mise en œuvre, les mécanismes nationaux se poursuivent. Ils sont consultés pendant les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, en particulier lors de l'intégration. La consultation a généralement lieu tous les cinq ans.	Des forums d'enseignants, des enquêtes auprès des apprenants, des plateformes de consultation des OSC et des ateliers sont utilisés.	Les bureaux de district chargés de l'éducation et les comités de gestion scolaire facilitent l'adoption au niveau local.	Renforcement des partenariats GES-télécoms, les fonds d'amorçage pour l'innovation dans les technologies éducatives locales et amélioration des tableaux de bord de suivi.
Kenya	Dans les zones mal desservies, les problèmes de connectivité affectent l'accès au Kenya Education Cloud et aux examens en ligne.	Les disparités socio-économiques ont un impact significatif sur l'accès aux technologies éducatives. Les élèves des zones rurales manquent souvent d'électricité, d'appareils ou de centres TIC, malgré les objectifs de la politique nationale.	Les parties prenantes sont souvent consultées dans le cadre d'évaluations pilotes et de forums éducatifs régionaux.	Les ateliers et les forums locaux des parties prenantes organisés par les bureaux régionaux sont courants. Des enquêtes, des ateliers et des discussions de groupe sont utilisés.	Les bureaux régionaux supervisent la mise en œuvre et contrôlent la connectivité et les performances des écoles. Les initiatives locales menées par les acteurs du secteur de l'éducation sont efficaces.	Création d'un forum national multipartite sur les technologies éducatives, incluant le ministère de l'Éducation, afin d'élaborer conjointement des politiques et des cadres de mise en œuvre. Implication des parties prenantes dès le début de la conception et la révision des politiques et stratégies en matière de technologies éducatives. Établissement de partenariats public-privé-communautaire (PPCP) afin d'encourager les investissements.



Pays

Q12 - Impact de l'accès à Internet

Q13 - Rôle des disparités socio-économiques

Q14 - Fréquence des consultations avec les parties prenantes

Q15 - Plateformes de participation efficaces

Q16 - Soutien à la gouvernance locale

Q17 - Stratégies de collaboration AUDA-NEPAD

Libéria

La connectivité limitée affecte l'accès aux contenus et aux plateformes d'apprentissage en ligne.

Il existe une forte corrélation entre la situation économique et l'accès à la technologie et à la connectivité.

Des approches de consultation et de sensibilisation sont utilisées. Des forums de participation publique ont lieu avant la promulgation des politiques.

Les ateliers et les réunions communautaires constituent des plateformes efficaces.

Les bureaux de l'éducation des comtés et les comités scolaires soutiennent la mise en œuvre et le maintien.

Création d'un groupe de travail national sur les technologies éducatives, soutien aux projets pilotes locaux et exploitation des réseaux AUDA-NEPAD pour le renforcement des capacités.

Maurice

La connectivité pose des défis importants.

De nombreux élèves défavorisés n'ont pas accès à un Internet fiable ni à des compétences en informatique essentielles pour participer efficacement à l'apprentissage en ligne.

Les parties prenantes sont activement consultées lors des étapes clés de l'élaboration des politiques par le biais de consultations publiques. Les parties prenantes sont régulièrement impliquées tout au long des processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques.

Des enquêtes, des groupes de discussion et des ateliers sont organisés.

Les directions régionales et les parties prenantes du secteur de l'éducation facilitent les consultations au niveau local.

Création d'un groupe de travail national sur les technologies éducatives, composé d'éducateurs, de parents, de responsables régionaux et d'experts en technologie, en coordination avec l'AUDA-NEPAD pour la co-création de politiques et leur adaptation locale.

République du Congo

Les disparités en matière d'accès à Internet, en particulier dans les zones rurales, ont une incidence sur l'accès à l'apprentissage numérique.

Les inégalités socio-économiques affectent l'accès aux appareils et à Internet dans les zones rurales.

Les consultations se déroulent principalement dans le cadre de programmes de donateurs; les mécanismes formels continuent de se développer.

Les ateliers et les partenariats avec les ONG constituent actuellement des plateformes d'engagement efficaces.

Les gouvernements locaux facilitent la mise en œuvre, suivent les progrès et fournissent des conseils relatifs aux ajustements à apporter.

Mise en place de canaux de retour d'information formels, organisation de formations locales et partage des meilleures pratiques régionales en matière de technologies éducatives.



Pays	Q12 - Impact de l'accès à Internet	Q13 - Rôle des disparités socio-économiques	Q14 - Fréquence des consultations avec les parties prenantes	Q15 - Plateformes de participation efficaces	Q16 - Soutien à la gouvernance locale	Q17 - Stratégies de collaboration AUDA-NEPAD
Somalie	La plupart des écoles rurales sont confrontées à des problèmes de connectivité. L'enseignement dépend de solutions hors ligne ou de la radio.	Des considérations socio-économiques importantes affectent l'accès aux technologies éducatives. Les zones urbaines plus riches ont un certain niveau d'accès aux technologies éducatives, tandis que les régions rurales sont confrontées à des difficultés d'accès.	La consultation des parties prenantes lors de l'élaboration des politiques varie en termes de cohérence. Les décisions sont souvent centralisées ou prises par les partenaires.	Réunions de coordination des donateurs et groupes de travail sur l'éducation d'urgence.	Les radios communautaires, les centres d'apprentissage basés dans les mosquées et les comités de gestion scolaire peuvent contribuer à la diffusion des contenus. Les bureaux locaux de l'éducation et les dirigeants communautaires facilitent la mise en œuvre et le suivi.	Implication des éducateurs locaux dans les essais de politiques, renforcement des capacités technologiques locales et soutien au déploiement d'infrastructures sécurisées.
Afrique du Sud	La connectivité pose des défis importants.	Les disparités socio-économiques posent des défis importants.	La participation des parties prenantes est plus ou moins fréquente, commençant parfois dès la phase de mise en œuvre. Des mécanismes de retour d'information sont disponibles pour faire part de ses préoccupations.	Les ateliers sont des plateformes courantes.	Les municipalités, les directions régionales et les parties prenantes du secteur de l'éducation facilitent l'engagement à la base.	Une implication dès la phase de démarrage favoriserait l'appropriation des politiques ou des projets.



Pays	Q12 - Impact de l'accès à Internet	Q13 - Rôle des disparités socio-économiques	Q14 - Fréquence des consultations avec les parties prenantes	Q15 - Plateformes de participation efficaces	Q16 - Soutien à la gouvernance locale	Q17 - Stratégies de collaboration AUDA-NEPAD
Soudan du Sud	Accès limité à Internet dans la plupart des zones rurales; les kits solaires et la radio restent les principaux outils.	Les disparités socio-économiques posent des défis importants.	Les consultations se déroulent généralement dans le cadre de groupes d'urgence pour l'éducation. L'élaboration des politiques est en cours.	Des émissions de radio avec appels téléphoniques, des séances de consultation communautaire organisées par l'UNICEF, des groupes de discussion et des ateliers sont mis en place.	Les chefs locaux et les partenaires humanitaires jouent un rôle essentiel dans la logistique de l'éducation. Les municipalités, les directions régionales et les acteurs du secteur de l'éducation facilitent la participation au niveau local.	Le fonds devrait être accessible aux projets pilotes EdTech, soutien aux formateurs d'enseignants communautaires et intégration des EdTech dans la consolidation de la paix. Il bénéficierait également de l'élaboration de politiques EdTech et du développement professionnel afin de donner plus de moyens aux enseignants.
Zambie	La connectivité limitée affecte l'accès dans les zones rurales aux plateformes d'apprentissage en ligne.	Les disparités socio-économiques posent des défis en matière d'accès dans les zones rurales.	La consultation des parties prenantes lors de l'élaboration des politiques s'améliore, bien que les mécanismes formels continuent d'être développés.	Les ateliers et les enquêtes constituent des plateformes courantes.	Les bureaux locaux de l'éducation apportent leur aide en matière d'infrastructures et de formation. Les directions régionales et les municipalités facilitent l'éducation des parties prenantes impliquées dans des initiatives locales.	Coordination des stratégies nationales en matière des EdTech et soutien aux projets pilotes locaux. Le renforcement des capacités et le soutien financier seraient bénéfiques. Collaboration avec le bureau du secrétaire principal du ministère de l'Éducation et d'autres partenaires intéressés par l'éducation.



Pays	Q12 - Impact de l'accès à Internet	Q13 - Rôle des disparités socio-économiques	Q14 - Fréquence des consultations avec les parties prenantes	Q15 - Plateformes de participation efficaces	Q16 - Soutien à la gouvernance locale	Q17 - Stratégies de collaboration AUDA-NEPAD
Eswatini	La connectivité pose des défis importants	Les disparités socio-économiques ont une incidence considérable sur l'accès aux technologies éducatives.	Les parties prenantes concernées sont consultées lors de l'élaboration des politiques, mais pas toujours spécifiquement sur les questions liées aux technologies éducatives.	Des groupes de discussion et des ateliers sont organisés.	Les directions régionales et les acteurs du secteur de l'éducation facilitent les engagements au niveau local.	Implication du bureau du secrétaire principal du ministère de l'Éducation et d'autres partenaires intéressés par l'éducation.
Cameroon	La connectivité limitée pose des défis, en particulier pour les plateformes en ligne.	Les disparités socio-économiques, en particulier entre les zones urbaines et rurales, constituent des défis importants.	Des consultations ont lieu périodiquement. Il est possible de développer des mécanismes formels pour les questions relatives aux technologies éducatives.	Les ateliers et les groupes de discussion sont avérés efficaces.	Les directions régionales de l'éducation et les communautés locales peuvent contribuer à l'entretien des infrastructures et au soutien des enseignants.	Organisation régulière d'ateliers nationaux et régionaux sur l'intégration des technologies éducatives. Facilitation de réunions spécifiques aux parties prenantes axées sur la formation technique et professionnelle. Mise en œuvre de projets pilotes avec la participation active des parties prenantes. Renforcement des capacités des acteurs locaux dans le secteur de l'éducation. Collaboration avec des organisations internationales telles que l'UNESCO et le Commonwealth of Learning.



Pays	Q12 - Impact de l'accès à Internet	Q13 - Rôle des disparités socio-économiques	Q14 - Fréquence des consultations avec les parties prenantes	Q15 - Plateformes de participation efficaces	Q16 - Soutien à la gouvernance locale	Q17 - Stratégies de collaboration AUDA-NEPAD
Tanzanie	Les problèmes de connectivité affectent l'accès aux plateformes d'apprentissage en ligne et aux contenus numériques.	Les disparités socio-économiques posent des défis importants, en particulier dans les zones rurales et à faibles revenus. Les différences de revenus entre les zones urbaines et rurales sont étroitement liées à l'accès des écoles aux TIC et à la possession d'appareils par les élèves.	Les consultations sont intégrées dans les revues de stratégie et les forums de formation numérique	Enquêtes auprès des parties prenantes et sondages numériques via des applications destinées aux élèves et aux parents. Les enquêtes et les ateliers sur les TIC sont couramment utilisés pour recueillir des commentaires.	Les comités locaux chargés des TIC et les bureaux régionaux de l'éducation orientent le déploiement et surveillent l'utilisation. Les directions régionales de l'éducation aident à surveiller la mise en œuvre et fournissent un soutien localisé.	Déploiement à grande échelle des essais EdTech en milieu rural, soutien aux pôles d'innovation et création de réseaux transfrontaliers d'enseignants. Mise en place des groupes de travail régionaux sur les EdTech, financement de projets pilotes et intégration des acteurs locaux dans la planification au niveau de l'UA.
Malawi	La connectivité pose des défis, limitant l'accès aux ressources et aux plateformes en ligne.	Les disparités socio-économiques ont une incidence significative sur l'accès aux technologies éducatives, influençant ainsi la possession d'appareils et l'accès à Internet pour les élèves marginalisés.	Les parties prenantes concernées sont consultées lors de l'élaboration des politiques, mais pas toujours spécifiquement sur les questions relatives aux technologies éducatives.	Ateliers et consultations spécifiques aux programmes.	Les bureaux locaux de l'éducation et les comités communautaires peuvent soutenir le déploiement des infrastructures et la formation des enseignants.	Meilleure mise en place de réseaux d'apprentissage régionaux, soutien aux pôles d'innovation locaux et facilitation d'apprentissage entre pairs parmi les éducateurs.





3. Résumé de La Revue Littéraire

Ce document présente «Le projet Kimotho (phase 1)», un cadre politique complet visant à promouvoir les technologies éducatives basées sur des normes et indépendantes des fournisseurs en Afrique, mené par l'initiative politique EdTech de l'AUDA-NEPAD.

3.1. Principales Conclusions

Situation actuelle: le document analyse les politiques en matière de technologies éducatives dans 13 pays africains (représentant toutes les régions) et fait état de différents niveaux de mise en œuvre dans ces pays. Des pays comme l'Algérie et l'Égypte sont des pionniers qui bénéficient d'une meilleure connectivité Internet, tandis que le Libéria, le Malawi, l'Eswatini et la Somalie sont en retard.

3.2. Principaux Défis

- Pénétration limitée du haut débit (37 % en Afrique)
- Allocation budgétaire insuffisante (la plupart des pays consacrent moins de 20 % de leur budget à l'éducation)
- Lacunes en matière de compétences en informatique des enseignants, en particulier dans les écoles publiques
- Infrastructures insuffisantes dans les zones rurales
- Instabilité politique affectant la continuité des politiques

3.3. Principaux Domaines Prioritaires d'Action

- Développement des infrastructures
- Amélioration des compétences en informatique
- Formation des enseignants en TIC
- Accès et équité pour les communautés marginalisées
- Solutions d'apprentissage mobiles
- Localisation linguistique
- Harmonisation du développement des compétences

3.4. Observations Critiques

- La plupart des pays ont mis en place des politiques en matière de TIC, mais ne disposent pas de plans de mise en œuvre concrets.
- Aucun des pays ayant fait l'objet de l'étude n'a mis en œuvre la stratégie de l'Union Africaine en matière d'éducation numérique (2023-2028)
- La participation du secteur privé est mal coordonnée
- La neutralité des fournisseurs et l'adoption de l'open source sont minimes





3.5. Recommandations



01 — Infrastructure

Étendre l'accès au haut débit grâce à des partenariats public-privé



02 — Financement

Imposer une allocation budgétaire de 20 % pour l'éducation dans tous les États membres de l'UA



03 — Formation des Enseignants

Mettre en place des programmes complets de formation numérique pour les enseignants



04 — Normes

Adopter des technologies open source et des approches indépendantes des fournisseurs



05 — Coordination

Mettre en œuvre la stratégie de l'UA en matière d'éducation numérique au niveau national



06 — Contenu

Développer des contenus éducatifs localisés et multilingues

Le document conclut que, malgré les progrès réalisés, des lacunes importantes subsistent dans la mise en œuvre de politiques cohérentes qui devraient profiter aux écoles primaires et secondaires publiques à travers l'Afrique.





3.6. Facteurs de Réussite

3.6.1. Non-Discrimination dans les Procédures de Passation de Marchés dans le Domaine des Technologies Éducatives

Afin d'accélérer le rythme de l'innovation dans le domaine des EdTech en Afrique, chaque État membre doit adopter et appliquer le principe de non-discrimination suivant dans ses procédures de passation de marchés et de déploiement des EdTech:

1. Les didacticiels certifiés compatibles avec les DPI qui ont été développées en grande partie dans un État membre ne doivent faire l'objet d'aucune discrimination dans les procédures nationales de passation de marchés, quel que soit le ou les États membres dans lesquels ils ont été développés en grande partie;
2. Ce principe garantit l'égalité d'accès aux opportunités de marché pour les développeurs de didacticiels compatibles avec les DPI dans toute l'Union Africaine et reflète un engagement en faveur de la réciprocité continentale, de l'innovation et du développement équitable;
3. Cette clause applique le Traité de l'Union Africaine portant création de la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja, 1991) et son engagement en faveur de la libre circulation des biens, des services et des solutions numériques entre les États membres;
4. Elle s'aligne en outre sur le Protocole relatif au commerce numérique (en cours d'élaboration) de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui promeut le traitement non discriminatoire des produits et services numériques provenant de l'UA;
5. Les exceptions à ce principe ne sont autorisées que lorsqu'un produit pédagogique compatible avec les DPI ne répond manifestement pas aux exigences locales en matière de langue, de programme d'études ou d'accessibilité, et lorsque ces exceptions sont documentées de manière transparente et peuvent faire l'objet d'un recours.

3.6.2. Infrastructure Fédérée De Données Sur L'Éducation

Afin de promouvoir une innovation fondée sur des données probantes et respectueuse de la vie privée, de la sécurité et de la souveraineté, chaque État membre doit:

1. Exiger que toute infrastructure publique numérique (DPI) pour l'éducation mobile utilisée par ledit État génère des données détaillées et personnalisées (« Données ») pour orienter l'apprentissage personnalisé, l'enseignement au niveau approprié, la pédagogie structurée, etc.;
2. Conférer à cet État la pleine propriété et le contrôle de toutes lesdites données, conformément aux principes de souveraineté des données;
3. Fédérer lesdites données dans une infrastructure sécurisée de recherche et d'analyse comparative à l'échelle continentale, désignée par l'AUDA-NEPAD, en anonymisant lesdites données si nécessaire pour respecter les lois applicables en matière de confidentialité;
4. Contribuer à remédier à la situation d'urgence actuelle en matière d'éducation en Afrique en veillant à ce que ces données fédérées soient régies par des accords intergouvernementaux contraignants ou des protocoles d'accord, inspirés des pratiques existantes en matière de partage des données de santé, à savoir :
 - Le Règlement sanitaire international (2005), qui permet le partage en temps réel des données sanitaires contrôlées par les pays lors de situations d'urgence en matière de santé publique;
 - Les structures de gouvernance Health Data Collaborative et DHIS2, qui soutiennent la souveraineté nationale tout en permettant l'agrégation au niveau mondial et régional pour le renforcement des systèmes de santé;
5. Aligner ces pratiques de partage des données sur le cadre politique de l'Union Africaine en matière de données (2022), qui préconise des écosystèmes de données interopérables, souverains et coordonnés au niveau régional.



4. Situation des Pays

L'état d'avancement de la mise en œuvre des technologies éducatives dans les différents pays est présenté ci-dessous :





4.1. Algérie

Depuis le début des années 2000, l'Algérie a l'une des politiques les plus complètes d'Afrique en matière des TIC dans le domaine de l'éducation. Le ministère de l'Éducation nationale a mis en place une politique officielle d'intégration des TIC dans le système scolaire, soutenue par un investissement public substantiel de 3 milliards de dinars algériens en 2002 afin d'équiper les écoles en infrastructures TIC. Cette initiative a permis à chaque lycée de se doter de laboratoires informatiques comprenant 15 postes de travail, 10 pour les élèves et 5 pour les enseignants, tous connectés à Internet via l'ADSL.

L'Algérie a obtenu des résultats remarquables en matière de formation des enseignants : 100 % des enseignants du secondaire et 60 % des enseignants du lycée ont reçu une formation de base aux TIC couvrant les compétences numériques de base, les applications en classe, le développement de logiciels éducatifs et l'enseignement en ligne. L'Algérie a lancé une plateforme nationale d'apprentissage en ligne par l'intermédiaire du Centre national d'enseignement professionnel à distance (CNEPD) en janvier 2018 et a créé une université virtuelle dans le cadre de ses initiatives d'enseignement à distance.



L'Algérie fait preuve d'un engagement fort en matière d'infrastructures, avec un taux de pénétration du haut débit fixe de 12,01 %...

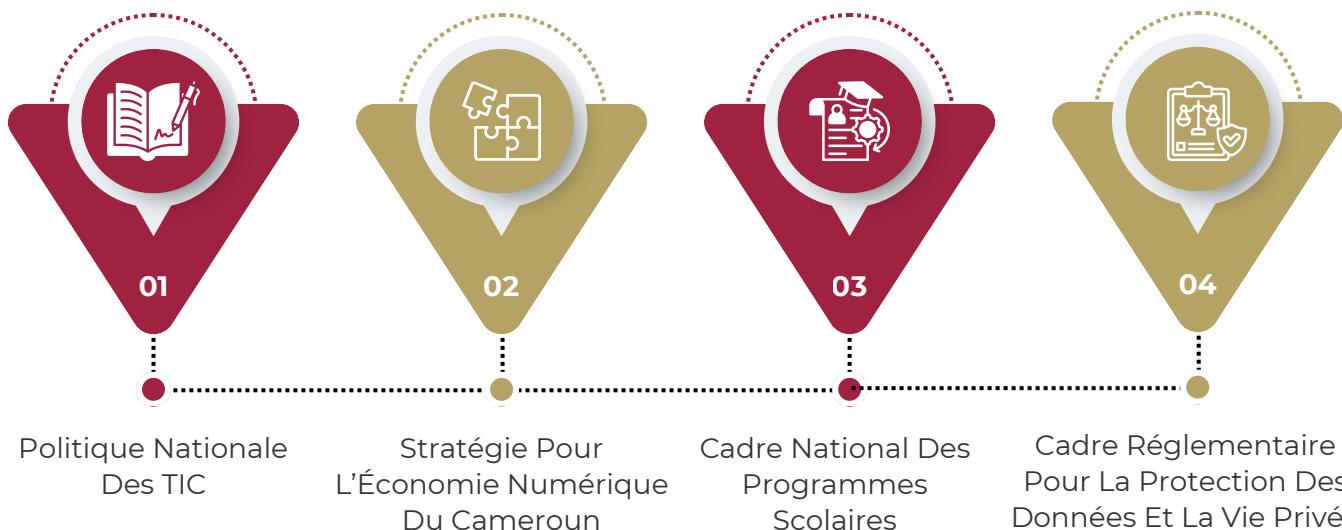
En matière d'infrastructures, l'Algérie fait preuve d'un engagement fort avec un taux de pénétration du haut débit fixe de 12,01 % et consacre 5,61 % de son budget total de l'éducation à des initiatives EdTech. Toutes les universités disposent de laboratoires informatiques dédiés et d'un accès à Internet pour le corps enseignant, les étudiants et l'administration, tandis que les bibliothèques universitaires offrent des ressources numériques. Le pays a adopté un plan directeur numérique en octobre 2022 afin d'orienter la transformation numérique des universités et a organisé une conférence nationale sur la modernisation de l'enseignement supérieur.

Malgré ces réalisations, l'Algérie est confrontée à des défis liés à l'insuffisance des infrastructures et à des problèmes de connectivité, en particulier dans les zones rurales où la couverture ADSL est limitée ou les connexions par fibre optique sont indisponibles. Il existe toujours un écart entre la formation des enseignants et l'application effective en classe, car l'impact de la formation aux TIC sur les pratiques pédagogiques quotidiennes reste inégal. L'Algérie est un pionnier dans l'adoption des TIC en Afrique du Nord et sert de pont entre le monde arabe et l'Afrique subsaharienne dans le cadre de sa Vision 2030 pour la transformation numérique.



4.2. Cameroun

Le Cameroun, avec une population estimée à 30,1 millions d'habitants en 2025 dont 6,2 millions d'élèves aux niveaux primaire et secondaire, dispose d'un système éducatif doté d'une infrastructure TIC qui dessert environ 25 % des écoles secondaires et moins de 10 % des écoles primaires. Il a mis en place plusieurs politiques nationales soutenant l'intégration des technologies éducatives, notamment la Politique nationale en matière de TIC, la Stratégie pour l'économie numérique du Cameroun, le Cadre réglementaire pour la protection des données et la vie privée, et le Cadre national des programmes scolaires.



L'adoption des technologies éducatives au Cameroun en est encore à ses débuts, mais les écoles, les universités et les établissements privés s'y intéressent de plus en plus. Cependant, le marché reste fragmenté, avec seulement quelques développeurs locaux et entreprises internationales proposant des plateformes d'apprentissage en ligne, des applications d'apprentissage mobiles et des manuels numériques. Les écoles urbaines de Yaoundé et Douala bénéficient des meilleures infrastructures TIC, tandis que les écoles rurales sont confrontées à des défis importants, notamment une fourniture d'électricité peu fiable et une connectivité coûteuse, voire inexistante.

Le taux de pénétration d'Internet au Cameroun est d'environ 35 %, avec des disparités importantes entre les zones urbaines et rurales, les centres urbains comme Yaoundé et Douala bénéficiant d'un accès relativement fiable. En revanche, les régions rurales connaissent des problèmes de connectivité. Les dépenses actuelles en matière de technologies éducatives s'élèvent à environ 5 à 8 dollars par élève et par an, principalement sous l'impulsion des écoles privées urbaines et des organisations non gouvernementales. Les projections indiquent une croissance potentielle de 12 à 15 dollars par élève et par an d'ici 2030, ainsi qu'une expansion prévue du haut débit et une adoption croissante des technologies mobiles.

Les principaux obstacles au développement des technologies éducatives sont l'accès limité à Internet, qui restreint les initiatives d'éducation numérique, en particulier dans les zones rurales, le faible niveau de culture numérique, les enseignants et les élèves manquent souvent des compétences nécessaires pour utiliser efficacement les outils technologiques éducatifs, et les préoccupations en matière de protection des données, les politiques de protection des données du Cameroun n'étant pas suffisamment robustes, ce qui soulève des questions de sécurité et de confidentialité des plateformes d'éducation numérique. Seuls 30 % des enseignants sont formés à l'utilisation des outils EdTech, et aucune donnée n'est disponible sur l'efficacité de ces programmes de formation, qui sont principalement dispensés par le secteur privé.



4.3. Congo-Brazzaville

Le Congo-Brazzaville, dont la population est estimée à 6,4 millions d'habitants en 2025, a 1,4 million d'élèves aux niveaux primaire et secondaire, avec un taux de scolarisation de 94 % au primaire et de 43 % au secondaire. Il emploie 20 000 enseignants au primaire, avec un ratio élèves/enseignant de 40 pour 1, et 10 000 enseignants au secondaire, avec un ratio de 32 pour 1. Parallèlement, la pénétration des TIC demeure inférieure à 15 % dans les écoles secondaires et négligeable dans les écoles primaires.

Le secteur des technologies éducatives reste sous-développé à cause des contraintes liées aux infrastructures, au financement et à l'adoption. La fourniture d'électricité et la connectivité Internet constituent des problèmes majeurs à l'échelle nationale. Les centres urbains comme Brazzaville et Pointe-Noire ont un taux de pénétration d'Internet d'environ 30 %, tandis que les zones rurales sont largement déconnectées, ce qui crée une fracture numérique importante. L'adoption est faible : seules quelques écoles urbaines utilisent des applications mobiles et des plateformes internationales à faible coût, tandis que les solutions localisées sont rares à cause du manque d'investissement.



Le Congo-Brazzaville a mis en place une politique nationale en matière des TIC et une stratégie pour l'économie numérique alignées sur le cadre de l'UNESCO et la vision des Objectifs de développement durable (ODD). Cependant, ces cadres sont souvent ambitieux et ne fournissent que des orientations limitées pour la mise en œuvre. Les problèmes d'électricité et de connectivité Internet persistent avec les zones urbaines mieux desservies que les zones rurales, ce qui aggrave la fracture numérique dans tout le pays.

Les dépenses annuelles en matière de technologies éducatives sont estimées à 3-5 dollars par élève, ce qui indique des infrastructures et des financements limités, bien que des partenariats stratégiques entre les secteurs public et privé pourraient porter ce chiffre à 10 dollars par élève d'ici 2030. Bien qu'il ne soit qu'à ses débuts, le secteur des technologies éducatives présente un potentiel de croissance, et la collaboration avec les parties prenantes pourrait permettre de remédier aux déficits en matière d'infrastructures, aux défis de financement et aux lacunes en matière de culture numérique grâce à des interventions stratégiques susceptibles de débloquer l'accès aux ressources numériques.



4.4. Eswatini

Le ministère de l'Éducation et de la Formation (MoET) en Eswatini supervise l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire, le secteur de l'éducation et de la formation postscolaire comprend l'enseignement supérieur ainsi que l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). Il n'existe pas de politique TIC spécifique à l'éducation ou aux EdTech pour le Royaume d'Eswatini. Cependant, divers documents politiques et stratégiques préconisent l'intégration des TIC dans le système éducatif à tous les niveaux.

La politique nationale 2018 pour le secteur de l'éducation et de la formation définit des objectifs politiques globaux liés aux TIC et aux STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), tandis que le plan stratégique 2022-2034 pour le secteur de l'éducation définit plusieurs objectifs liés à la technologie, notamment la création d'une plateforme numérique d'aide à l'apprentissage, l'amélioration des infrastructures TIC dans les écoles, le développement de l'enseignement à distance et le renforcement des compétences en informatique dans la formation des enseignants.

L'Académie professionnelle pour enseignants renforce les compétences en informatique grâce à des programmes numériques et de renforcement des capacités, en collaboration avec l'UNESCO et Huawei. Le programme 2018/19-2020/21 met l'accent sur la formation des enseignants du secondaire aux TIC, aux études technologiques et à l'intégration des TIC dans l'enseignement. Le plan stratégique 2022-2034 pour le secteur de l'éducation met l'accent sur les compétences en TIC et en informatique comme étant essentielles dans les programmes de diplôme universitaire des enseignants, tandis que le plan 2012-2016 veille à ce que tous les enseignants deviennent des utilisateurs compétents des TIC, en donnant la priorité à la formation continue avec une approche fondée sur le genre.



Le pays affiche un taux de pénétration du haut débit fixe de 2,5 %, et le financement public des technologies éducatives n'est mentionné nulle part dans le budget...

L'Eswatini est confronté à des défis importants. Les infrastructures TIC rurales restent médiocres, la téléphonie mobile est le principal moyen d'accès à Internet, avec 72 % d'abonnés et 95 % de couverture. De nombreuses écoles secondaires ne disposent pas de salles informatiques appropriées, les coûts de mise en place d'installations TIC sont élevés et les enseignants sont souvent surchargés et insuffisamment formés. Le pays a un taux de pénétration du haut débit fixe de 2,5 % et le financement public pour les technologies éducatives n'est mentionné nulle part dans le budget. Les programmes de formation aux TIC des enseignants sont limités, et les TIC dans la formation des enseignants ne sont généralement mentionnées que dans les documents politiques.

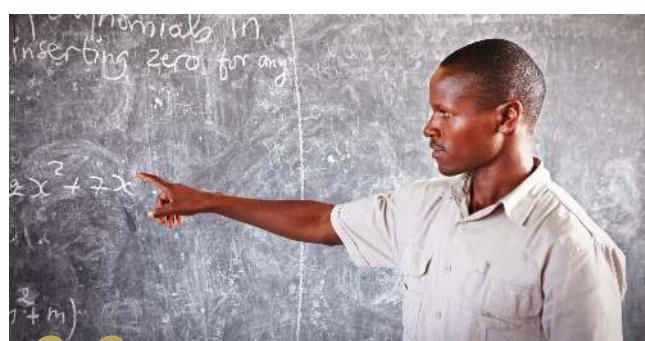


4.5. Gambie

Le ministère gambien de l'Éducation primaire et secondaire (MoBSE) supervise l'enseignement primaire et secondaire et a pour mission d'intégrer la technologie dans le système éducatif à travers plusieurs politiques nationales clés. La Politique sectorielle de l'éducation 2016-2030 met l'accent sur le développement des compétences en TIC pour la formation initiale et continue des enseignants et vise à équiper tous les établissements d'enseignement publics d'ordinateurs en réseau et de périphériques.

Parmi les autres politiques d'appui figurent la Politique nationale en matière de science, de technologie et d'innovation 2015-2024, qui comprend des objectifs visant à développer et à améliorer l'enseignement des STEM à tous les niveaux, la Stratégie d'enseignement en ligne 2021-2024, qui vise à améliorer le système éducatif grâce à des initiatives d'enseignement en ligne, la Stratégie nationale en matière de haut débit 2020-2024, qui vise à accroître l'accès aux infrastructures TIC dans les écoles et à améliorer les compétences en informatique des élèves, et la Stratégie de développement du capital humain 2021-2024, qui met l'accent sur le renforcement de l'enseignement des STEM à tous les niveaux d'enseignement.

La Direction de l'enseignement scientifique et technologique du MoBSE coordonne les efforts en matière des TIC dans l'éducation avec des actions prioritaires, notamment la fourniture d'« infrastructures de pointe » telles que des tableaux interactifs, le logiciel AutoCAD et des ordinateurs dans les lycées publics, la garantie d'une connexion Internet dédiée pour tous les établissements publics d'enseignement supérieur, l'encadrement d'un plus grand nombre d'enseignants en formation et employés dans le domaine des STEM dans toutes les régions, en partenariat avec le Gambia College, et l'introduction d'un programme d'alphabétisation numérique et de codage dans tous les lycées publics, en collaboration avec Jokkolabs Banjul.



Le pays dispose d'une politique établie en matière des TIC dans l'éducation, avec un taux de pénétration du haut débit fixe de 0,2 %...

Pendant la pandémie de COVID-19, les services de radio et de télévision de Gambie ont diffusé des contenus éducatifs dans les six régions via la radio et la télévision. Ils ont soutenu la formation des enseignants à l'utilisation des réseaux sociaux et des plateformes existantes pour l'apprentissage numérique. Le pays dispose d'une politique établie en matière des TIC dans l'éducation, avec un taux de pénétration fixe du haut débit de 0,2 %, bien que le financement public consacré aux technologies éducatives ne soit pas précisé. Les programmes d'alphabétisation numérique des enseignants sont limités, le précédent programme World Links (2001-2005), financé par la Banque mondiale, existe, mais a actuellement une portée limitée.



4.6. Mauritius

L'île Maurice, dont la population devrait atteindre 1,3 million d'habitants en 2025, affiche un taux d'alphabétisation élevé de 91,9 % chez les adultes (93,6 % chez les hommes et 90,3 % chez les femmes) et dispose d'un système éducatif solide, avec 342 écoles primaires accueillant 84 220 élèves et 180 écoles secondaires accueillant 108 562 élèves. Le taux brut de scolarisation atteint 107 % au niveau primaire et 72,5 % au niveau secondaire, avec un ratio élèves/enseignant d'environ 12 pour 1 aux niveaux primaire et secondaire.

Les TIC ont été intégrées dans le système éducatif mauricien depuis le début des années 1990 grâce à des initiatives clés, notamment le Projet informatique scolaire lancé en 1991 et visant à équiper toutes les écoles primaires en matériel informatique, et l'intégration des TIC en tant que matière obligatoire dans les programmes scolaires des écoles primaires et secondaires dans le cadre de la Politique nationale en matière des TIC. Le pays a mis en place des politiques et des stratégies globales, notamment la Politique nationale en matière des TIC, qui met l'accent sur l'enseignement des technologies de l'information dans les écoles et leur intégration dans les programmes scolaires, et la Politique nationale sur les Ressources éducatives libres (REL) (2022), qui encourage l'adoption des pratiques et outils REL par les écoles secondaires, et les Lignes directrices pour l'élaboration de politiques institutionnelles en matière d'Apprentissage assisté par la technologie (AAT), qui aident les établissements d'enseignement supérieur à formuler des politiques AAT alignées sur leurs objectifs organisationnels.



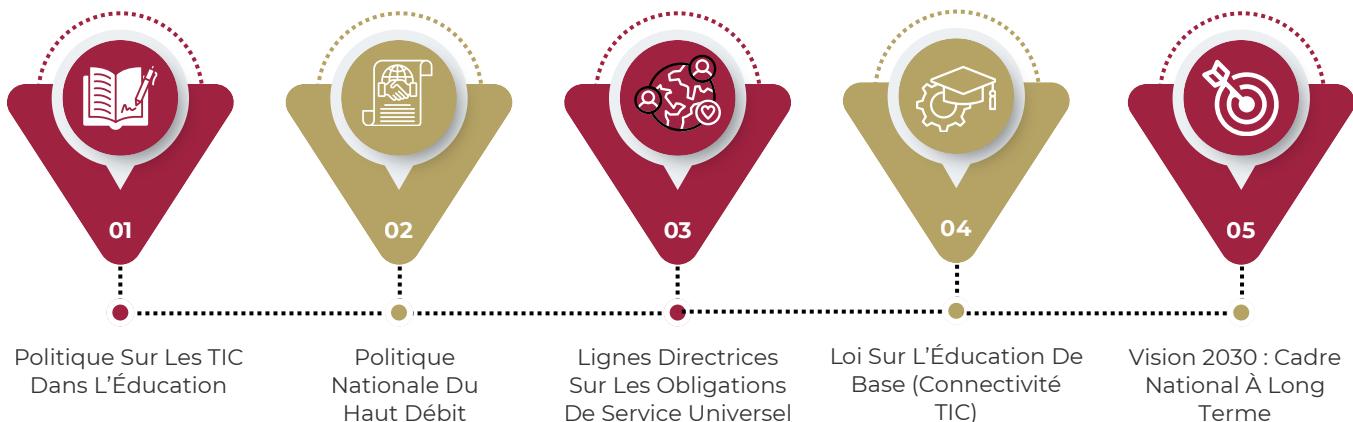
Maurice dispose d'un secteur des TIC en pleine croissance, avec une main-d'œuvre multilingue qui soutient le développement des technologies éducatives. Cependant, des défis subsistent, notamment les disparités en matière d'infrastructures, qui nécessitent de garantir des infrastructures TIC cohérentes dans tous les établissements d'enseignement, en particulier dans les zones reculées, les lacunes en matière de formation des enseignants, qui nécessitent un développement professionnel continu afin de doter les éducateurs de compétences en informatique, et l'amélioration des compétences en informatique des élèves afin d'optimiser les avantages des technologies éducatives.

Les initiatives récentes comprennent la reconnaissance par le gouvernement de l'importance des REL avec l'adoption en décembre 2022 de la Politique nationale sur les REL, la mise en œuvre du projet informatique scolaire qui est en cours et qui vise à entretenir et à moderniser les équipements informatiques, l'élaboration des Lignes directrices sur l'AAT afin de faire progresser l'apprentissage assisté par la technologie, et les prévisions selon lesquelles les infrastructures TIC et l'utilisation des technologies éducatives continueront de se développer, tirant parti d'un secteur TIC robuste et attirant des partenariats du secteur privé.



4.7. Namibie

La Namibie a très tôt reconnu les TIC comme une priorité nationale en matière d'éducation, avec l'adoption de sa première Politique sur les TIC dans l'éducation en 1995 et qui a été mise à jour en 2000, puis à nouveau en 2007. Cette politique vise à former des citoyens maîtrisant les TIC, à intégrer les TIC dans l'apprentissage et à améliorer l'administration de l'éducation, tout en définissant des objectifs de déploiement et de maintien des TIC dans l'ensemble du secteur de l'éducation. La Vision 2030 de la Namibie et le 5e Plan de développement national (2017/18-2021/22) mettent l'accent sur les TIC en tant que moteur de la croissance économique, appelant à la modernisation des infrastructures scolaires et au soutien à l'apprentissage en ligne.



La politique de 2007 définit cinq niveaux de maîtrise des TIC pour les enseignants, exigeant que tous les établissements de formation initiale des enseignants atteignent au moins le «niveau 4», ce qui signifie que les stagiaires doivent utiliser du matériel informatique pour soutenir leur enseignement. Les enseignants en formation et en fonction doivent suivre une formation aux TIC et utiliser pleinement les applications pédagogiques dans leurs classes. Parallèlement, la loi de 2020 sur l'éducation de base oblige les bureaux régionaux de l'éducation à améliorer la connectivité TIC dans toutes les écoles.

Les lignes directrices de 2019 sur les obligations de service universel exigent la mise en place de services haut débit dans les écoles, et la politique nationale en matière du haut débit pour 2018-2022 vise une couverture de 100 % dans les écoles d'ici 2022. Cependant, la Namibie est confrontée à des défis importants à cause d'un accès inégal, car les ressources numériques varient considérablement d'une école à l'autre, les zones rurales étant en retard par rapport aux centres urbains en matière de connectivité et d'équipement, et de problèmes de préparation des enseignants, dont beaucoup manquent d'expérience pratique des outils numériques, en partie à cause d'une formation continue insuffisante, ce qui entrave l'intégration efficace des TIC dans l'enseignement au quotidien.

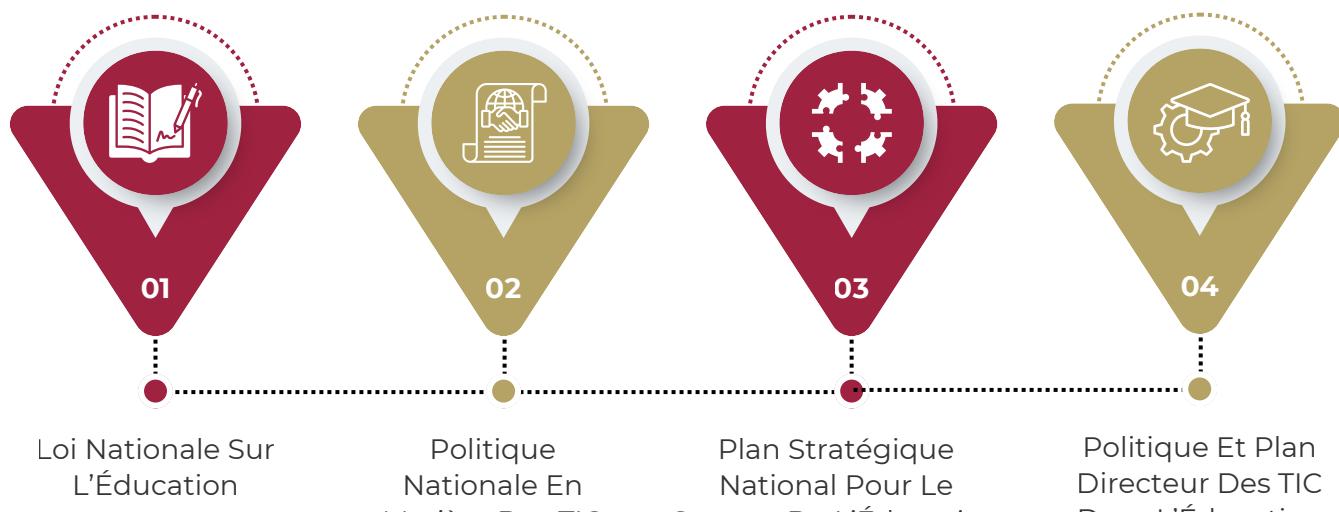
Les recommandations pour la Namibie se concentrent sur l'expansion des infrastructures en accordant la priorité à un haut débit abordable dans toutes les régions grâce à des partenariats avec les opérateurs de télécommunications, en garantissant une alimentation électrique et une connectivité fiables pour chaque école, en créant des communautés professionnelles afin de mettre en place des réseaux d'enseignants pour échanger les meilleures pratiques, les ressources et les stratégies pour une utilisation efficace des technologies éducatives, et en développant des contenus contextuels grâce à la collaboration avec des pôles d'innovation afin de développer des plateformes technologiques éducatives alignées sur les normes académiques nationales, en particulier pour les matières de base, et adaptées aux besoins de la Namibie.



4.8. Somalie

En décembre 2023, la Somalie a finalisé sa première politique nationale et son premier plan directeur en matière des TIC dans l'éducation avec le soutien de l'UNESCO, ce qui représente une étape importante pour le pays. Cette initiative vise à exploiter la technologie pour atténuer les perturbations éducatives causées par des années de troubles civils et la pandémie de COVID-19, et représente l'engagement de la Somalie à reconstruire son système éducatif grâce à l'intégration technologique.

Les principaux documents stratégiques qui soutiennent cette initiative sont le Plan stratégique national pour le secteur de l'éducation 2022-2026, qui identifie l'intégration des TIC comme une priorité tout en mettant l'accent sur la culture numérique, l'apprentissage à distance et la formation des enseignants; la Stratégie nationale en matière des TIC pour la période 2019-2024, qui vise à renforcer les infrastructures numériques, la connectivité et les services électroniques, y compris l'éducation en ligne; et la Loi nationale sur l'éducation de 2018, qui fournit un soutien juridique à l'utilisation des technologies dans les environnements d'apprentissage, notamment l'enseignement en ligne.



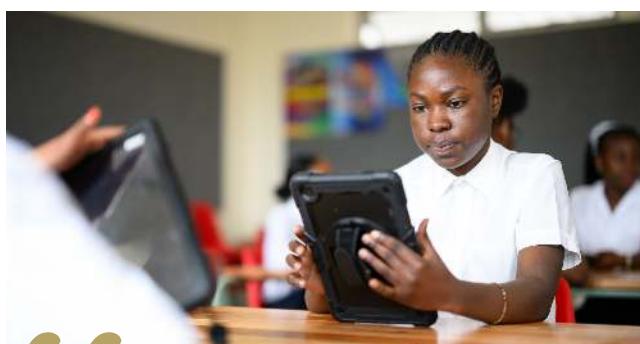
Parmi les initiatives en cours, il y a un atelier soutenu par l'UNESCO qui a permis d'affiner la politique et le plan directeur en matière des TIC dans l'éducation, en mettant l'accent sur le leadership, les infrastructures, la culture numérique et les compétences des enseignants; des projets en cours visant à étendre la connectivité haut débit à l'ensemble du pays et à élaborer des manuels de culture numérique pour les niveaux primaire et secondaire; et des programmes de formation des enseignants qui couvriront la pédagogie numérique et les plateformes d'apprentissage à distance.

La Somalie est confrontée à des défis importants, notamment en matière d'assurance qualité, car le pays ne dispose actuellement d'aucun organisme central d'accréditation, ce qui a entravé la mise en œuvre cohérente des initiatives EdTech, et en matière d'équité d'accès, car de nombreuses régions restent mal desservies, ce qui rend indispensable la fourniture d'appareils et un accès Internet subventionné aux élèves des zones rurales. Malgré ces défis, la finalisation de la révision de la politique au début de 2024 laisse présager un cadre plus solide à l'avenir, avec des recommandations comprenant l'élaboration d'un programme complet d'alphabétisation numérique pour tous les niveaux scolaires, la création d'un organisme d'accréditation et d'assurance qualité chargé de superviser la mise en œuvre de la politique EdTech, et la mise en place de programmes tels que des systèmes de prêt d'appareils ou de subvention du haut débit afin de garantir un accès équitable aux communautés rurales ou mal desservies.



4.9. Tanzanie

La Tanzanie est en train de mettre à jour sa stratégie nationale pour l'éducation numérique (2024-2030). Bien que la stratégie finale soit encore à l'état de projet, les documents précédents reconnaissent déjà que les TIC sont essentielles à la résilience et à la qualité de l'éducation. Un projet diffusé par le ministère de l'Éducation fixe des objectifs en matière d'infrastructure numérique, de renforcement des capacités des enseignants et d'expansion de l'apprentissage en ligne qui met la priorité sur la mise en place d'environnements d'apprentissage numériques, la formation des enseignants à la pédagogie des TIC et l'intégration de contenus numériques dans les programmes scolaires nationaux.



Le taux de pénétration du haut débit fixe en Tanzanie s'élevait à environ 2 % selon le rapport 2023 de l'UIT...

Selon le rapport 2023 de l'UIT, le taux de pénétration du haut débit fixe en Tanzanie était d'environ 2 %, ce qui souligne le besoin important de développer les infrastructures dans tout le pays. Le gouvernement encourage les partenariats public-privé pour construire des réseaux à haut débit, en particulier dans les zones rurales. Les premiers projets pilotes de plateformes d'apprentissage en ligne dans certaines écoles secondaires se sont révélés prometteurs, mais restent limités par la couverture Internet inégale et l'indisponibilité des appareils. Des investissements dans des laboratoires TIC alimentés à l'énergie solaire sont à l'essai afin de réduire la dépendance à l'égard d'un approvisionnement électrique instable dans les régions reculées.

Le pays est confronté à plusieurs obstacles, notamment des lacunes en matière de connectivité avec une faible pénétration du haut débit qui met en exergue les défis auxquels le déploiement à grande échelle de l'éducation en ligne est confronté; des lacunes en matière de compétences numériques des enseignants car de nombreux éducateurs ne bénéficient pas d'une formation formelle aux TIC et les programmes de formation continue existants ne sont pas encore très répandus; et des contraintes de financement avec des allocations budgétaires pour les EdTech qui demeurent modestes, ce qui nécessite une priorisation budgétaire supplémentaire.

Les recommandations pour la Tanzanie comprennent l'expansion du haut débit grâce à des partenariats avec des opérateurs de télécommunications afin d'accélérer le déploiement d'un haut débit abordable dans les zones mal desservies, le déploiement de Wi-Fi communautaires et de la fibre optique lorsque cela est possible, le lancement de programmes nationaux de certification en pédagogie des TIC par le biais d'écoles normales et d'ateliers de formation continue, le développement de ressources numériques en swahili alignées sur les programmes scolaires tanzaniens afin de favoriser leur adoption et d'améliorer les résultats d'apprentissage, et la création d'un fonds dédié aux technologies éducatives au sein du ministère de l'Éducation afin de financer la modernisation des infrastructures, l'achat d'équipements et la formation des enseignants.



4.10. Egypt

Le ministère égyptien de l'Éducation et de l'Enseignement technique (MoETE) a mis en œuvre d'importantes réformes visant à moderniser le système éducatif du pays grâce à l'intégration des technologies. Les efforts du ministère s'inscrivent dans le cadre de la Vision 2030 de l'Égypte et se concentrent sur la transformation numérique afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de préparer les étudiants à l'économie mondiale. L'Égypte a lancé plusieurs initiatives globales visant à promouvoir les technologies éducatives. Education 2.0 est un plan de transformation complet visant à améliorer la qualité de l'éducation grâce à des réformes, notamment en développant l'infrastructure numérique des écoles afin de permettre une utilisation substantielle des technologies en classe.

En avril 2024, le gouvernement a lancé le projet « Educational Content Studio », qui répond aux défis éducatifs en intégrant des plateformes d'apprentissage numériques et des contenus alignés sur le programme scolaire. Le ministère est en train de développer également les écoles de technologie appliquée afin d'institutionnaliser l'enseignement technique, en mettant l'accent sur les normes de qualité internationales et les partenariats avec le secteur privé. À partir de l'année scolaire 2021-2022, les TIC sont devenues une matière obligatoire pour les élèves à partir de la quatrième année de l'école primaire, ce qui démontre l'engagement du pays en faveur de l'alphabétisation numérique dès le plus jeune âge.



L'Égypte a maintenu un taux de pénétration du haut débit fixe de 11,07 %.

L'Égypte a réalisé d'importants investissements dans les infrastructures numériques afin de soutenir les technologies éducatives. Le gouvernement a conclu un accord avec Telecom Egypt pour connecter les établissements scolaires à la technologie de la fibre optique, facilitant ainsi l'accès des élèves à l'enseignement et aux examens en ligne. Le ministère a également pris des mesures visant à augmenter les quotas de téléchargement Internet à domicile et à fournir des capacités Internet élevées pour soutenir le système d'examens électroniques, tout en maintenant un taux de pénétration du haut débit fixe de 11,07 %.

L'Académie professionnelle pour les enseignants s'efforce d'améliorer les compétences en informatique des enseignants grâce à divers programmes et en transformant le format des programmes de promotion des enseignants en formats numériques sur leur plateforme. L'Égypte collabore avec l'UNESCO et Huawei pour renforcer les capacités des enseignants grâce à des plateformes numériques et des formations enrichissantes. Parallèlement, le secteur de l'éducation du pays continue d'évoluer avec l'intégration des technologies à travers le Plan sectoriel de l'éducation 2023-2027, une feuille de route quinquennale qui fixe des objectifs spécifiques et donne la priorité aux objectifs stratégiques de réforme du système éducatif.



4.11. Libéria

Le ministère de l'Éducation (MoE) du Libéria s'efforce d'intégrer les technologies éducatives (EdTech) dans son système éducatif. En 2025, le Libéria a élaboré plusieurs politiques et stratégies visant à promouvoir l'utilisation des technologies dans l'éducation. Bien que le MoE ne dispose pas d'un département spécifique dédié aux EdTech, il prévoit d'élaborer une politique d'éducation en ligne dans le cadre de son programme de réforme, et le ministère travaille en collaboration avec d'autres organismes gouvernementaux, tels que le ministère des Postes et Télécommunications et l'Autorité des télécommunications du Libéria, pour mettre en œuvre des politiques et stratégies EdTech.

Le Libéria a mis en place trois grands cadres politiques pour la promotion des technologies éducatives, avec la Stratégie TIC dans l'éducation (2021-2026) dont l'objectif est d'intégrer les TIC dans l'enseignement, l'apprentissage et les évaluations scolaires. Cette stratégie globale couvre quatre domaines clés : l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation à l'aide des TIC, la formation professionnelle des enseignants, le leadership, la recherche, les politiques et le développement des infrastructures TIC. La Politique nationale en matière des TIC (2019-2024) comprend des dispositions relatives aux TIC dans l'éducation dont l'objectif est de transformer le Libéria en une économie régionale fondée sur la connaissance, avec des objectifs clés tels que motiver les établissements d'enseignement à investir dans des ordinateurs et la connectivité Internet, promouvoir l'apprentissage électronique à distance et des systèmes d'apprentissage virtuel, élaborer des programmes d'études sur les TIC pour tous les niveaux d'enseignement et créer des forfaits TIC abordables pour les étudiants, les enseignants et les établissements d'enseignement.

Le Plan sectoriel de l'éducation (2022/23-2026/27) vise à exploiter les TIC pour améliorer l'accès, la qualité et la gestion des systèmes d'éducation et de formation, ce qui témoigne de l'engagement du Libéria à intégrer la technologie dans tous les aspects de l'enseignement et de l'administration. Le ministère de l'Éducation est responsable de plusieurs aspects essentiels de la mise en œuvre des technologies éducatives, notamment l'élaboration du programme d'études des TIC devant veiller à ce que l'enseignement technologique soit correctement intégré dans le cadre éducatif national, en mettant l'accent sur le développement des compétences numériques chez les élèves et les enseignants, la création d'une stratégie nationale d'éducation en ligne qui guidera la transformation numérique du pays dans le domaine de l'éducation, et la formation des enseignants aux TIC afin de s'assurer qu'ils disposent des compétences nécessaires pour intégrer efficacement la technologie dans leurs pratiques pédagogiques.





Le Libéria affiche un taux de pénétration du haut débit fixe de 0,3 %...

Le Libéria a récemment réalisé des progrès significatifs, notamment en créant, en 2011, la Division de l'éducation spéciale et inclusive et en mettant en place des écoles pilotes utilisant une méthodologie inclusive. Cela démontre l'engagement du pays à faire en sorte que la technologie éducative profite à tous les apprenants, y compris ceux qui ont des besoins spéciaux et des handicaps. Le Libéria a également mis en place une politique TIC dans l'éducation, avec un taux de pénétration du haut débit fixe de 0,3 %, qui est l'un des niveaux de connectivité les plus bas parmi les pays ayant fait l'objet de cette étude. À titre de comparaison, le financement public consacré aux technologies éducatives représente 2,11 % du budget de l'éducation, ce qui, bien que bien défini, demeure relativement modeste pour assurer une intégration technologique complète.

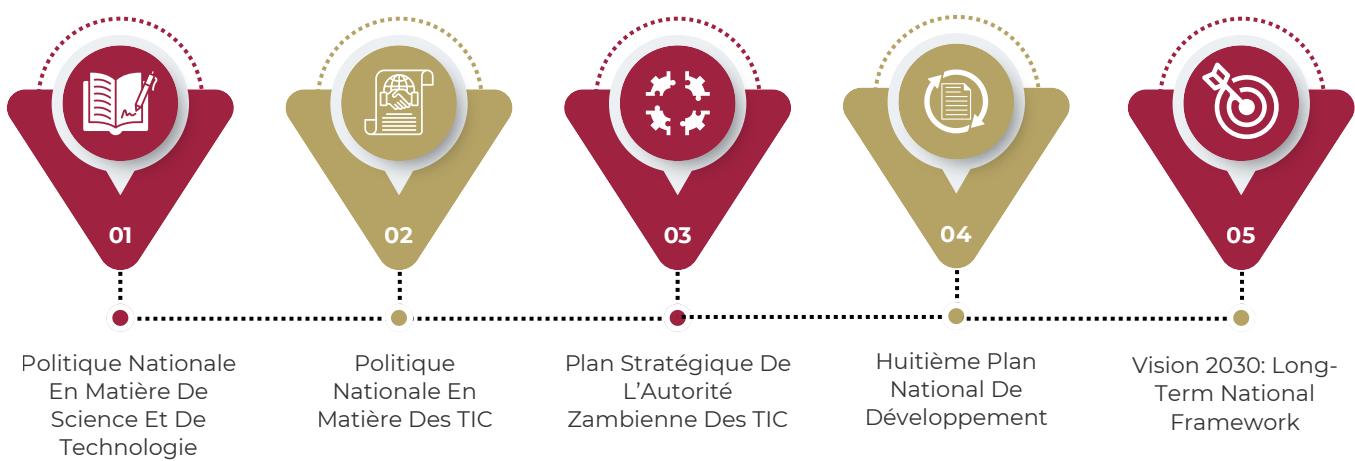




4.12. Zambie

Le ministère de l'Éducation (MoE) de la Zambie est chargé de formuler et de mettre en œuvre les politiques éducatives dans l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur. Cependant, la Zambie ne dispose pas d'une politique spécifique pour les TIC dans l'éducation et a donc élaboré un cadre pour l'intégration des TIC dans l'éducation à travers des politiques nationales plus larges. La politique nationale de 1996 relative à la science et la technologie visait à intégrer la technologie dans des secteurs clés, notamment l'éducation, en mettant l'accent sur le développement des compétences STEM et des capacités technologiques, tandis que la politique nationale de 2021 relatives aux TIC représente l'approche la plus complète de la Zambie en matière d'intégration numérique, visant à transformer le pays en une économie numérique et une société de l'information fondée sur la connaissance.

La Politique nationale relative aux TIC de 2006 souligne le rôle essentiel des TIC dans le développement national, en ciblant spécifiquement leur intégration dans l'éducation, la recherche et le développement, et en reconnaissant leur potentiel pour améliorer la qualité de l'éducation grâce à l'apprentissage en ligne et aux possibilités d'apprentissage en ligne, tout en allouant des ressources budgétaires importantes à l'intégration des TIC dans le système éducatif. Le plan stratégique 2017-2021 de l'Autorité zambienne des TIC vise à réduire la fracture numérique et à améliorer l'accès aux services TIC dans l'éducation grâce à des initiatives de services électroniques Smart Zambia. Le huitième Plan national de développement de la Zambie (2022-2026) met l'accent sur le développement des compétences scientifiques et technologiques, en promouvant les TIC et les STEM comme des composantes essentielles des programmes éducatifs.



Le Cadre de compétences 2016 pour les enseignants des écoles communautaires met en avant l'application des technologies modernes comme une compétence clé, soulignant que les enseignants doivent utiliser les TIC pour promouvoir l'apprentissage indépendant et collaboratif, tandis que les normes de compétence des enseignants en matière de TIC sont incluses dans les normes de pratique 2019 pour la profession enseignante, qui mettent l'accent sur le développement de supports pédagogiques innovants intégrant la technologie. La Vision 2030 de la Zambie vise à transformer le pays en une nation prospère à revenu intermédiaire où «la science, la technologie et l'innovation stimulent le développement national et permettent au pays d'être compétitif à l'échelle mondiale», en mettant l'accent sur la maîtrise de la technologie et la capacité à s'adapter, à innover et à investir dans les ressources humaines et naturelles.



Selon l'analyse du document, la Zambie ne dispose pas d'une politique spécifique en matière des TIC dans l'éducation et affiche un taux de pénétration du haut débit fixe de seulement 0,4 %...

Selon l'analyse du document, la Zambie ne dispose pas d'une politique spécifique relative aux TIC dans l'éducation. Elle n'a qu'un taux de pénétration du haut débit fixe de 0,4 %, l'un des plus faibles parmi les pays ayant fait l'objet de cette étude. Parallèlement, le financement public des technologies éducatives n'est pas précisé dans le budget national et les programmes de formation des enseignants aux technologies numériques ont une portée limitée. Parmi les défis importants figurent l'infrastructure limitée pour soutenir l'utilisation des TIC dans les écoles, de nombreux établissements, en particulier dans les zones rurales, ne disposant pas de laboratoires informatiques fonctionnels, et le manque d'enseignants compétents en TIC et d'éducateurs qualifiés en TIC, malgré l'introduction des études informatiques dans le programme scolaire.

Le document recommande une meilleure coordination entre le ministère de l'Éducation, les partenaires du secteur privé et les organisations internationales afin d'assurer une intégration technologique plus cohérente, en donnant la priorité aux programmes de formation des enseignants axés sur l'intégration des TIC et la pédagogie numérique, en accordant une attention particulière au développement des infrastructures, en particulier dans les zones rurales, afin de réduire la fracture numérique, en élaborant des politiques et des mécanismes de financement spécifiques aux technologies éducatives plutôt que de s'appuyer uniquement sur des politiques plus générales relatives aux TIC, et en recherchant des partenariats public-privé susceptibles d'accélérer l'adoption des technologies éducatives et d'assurer leur pérennité dans l'ensemble du paysage éducatif du pays.





5. Les Cinq Pays Les Plus Recommandés Pour La Mise En Œuvre Du Projet Pilote Edtech

À l'issue de l'étude, les pays suivants sont recommandés pour la mise en œuvre pilote de l'EdTech. La sélection de chaque pays est assorti d'une synthèse des raisons justifiant cette recommandation.

5.1. Kenya

01	02	03	04
 <p>Fondements solides</p> <p>Cadre politique national établi avec des systèmes de retour d'information structurés</p>	 <p>Infrastructure prête</p> <p>Tablettes distribuées à plus de 22 000 écoles, laboratoires TIC existants</p>	 <p>Participation des parties prenantes</p> <p>Partenariats actifs entre le ministère et l'UNESCO, la Banque mondiale et des entreprises privées</p>	 <p>Expérience en matière de mise en œuvre</p> <p>Succès de la plateforme virtuelle VTabu et du DSP Eneza Education</p>

5.2. Ghana

01	02	03	04
 <p>Maturité politique</p> <p>Enseignement de l'informatique dès la 4e année au primaire, collaboration étroite avec les parties prenantes</p>	 <p>Plateformes numériques</p> <p>iCampusGH et Ghana Learning TV sont déjà opérationnels</p>	 <p>Priorité à la connectivité</p> <p>Efforts actifs pour étendre la bande passante dans les zones rurales</p>	 <p>Partenariats avec les fournisseurs</p> <p>Collaborations établies avec les opérateurs télécoms pour le déploiement à grande échelle</p>



5.3. Maurice

01	02	03	04
 <p>Forte collaboration</p> <p>Plus de 500 contributions à la consultation publique, témoignant d'une forte participation</p>	 <p>Approche globale</p> <p>Programme d'apprentissage numérique à bas âge avec projecteurs interactifs et tablettes</p>	 <p>Priorité à l'accessibilité</p> <p>Appareils électroniques en braille pour une éducation inclusive</p>	 <p>Accessibilité des politiques</p> <p>Documents facilement accessibles via les portails gouvernementaux</p>

5.4. Égypte

01	02	03	04	05
 <p>Infrastructure avancée</p> <p>Réforme Education 2.0 avec la Banque égyptienne du savoir (EKB)</p>	 <p>Potentiel d'expansion</p> <p>Plateformes numériques nationales et plans d'intégration de l'IA</p>	 <p>Création de contenu</p> <p>Développement de contenu en arabe, réduction des barrières linguistiques</p>	 <p>Formation des enseignants</p> <p>Formation systématique avant l'entrée en service</p>	 <p>Programmes numériques</p> <p>Programmes numériques pour les enseignants en fonction</p>





5.5. Tanzanie

01**Développement stratégique**

Mise à jour de la stratégie nationale en matière d'éducation numérique (2024-2030)

02**Moerie de partenariat**

Collaborations étroites avec des ONG (ASDI, UNICEF) pour les infrastructures

03**Contenu local**

Développement croissant de contenus locaux en swahili

04**Priorité à l'innovation**

Laboratoires TIC alimentés à l'énergie solaire pour la connectivité rurale





5.6. Justification Globale pour les Pays Sélectionnés

Voici les raisons pour lesquelles ces pays sont les mieux placés pour accueillir les projets pilotes indépendants des fournisseurs.



01 — Infrastructures prêtes

Les cinq pays disposent d'infrastructures numériques existantes et ont mis en place des initiatives en matière de connectivité



02 — Cadres politiques

Politiques EdTech complètes finalisées ou en cours d'élaboration, avec des mécanismes de consultation des parties prenantes



03 — Expérience en matière de mise en œuvre

Ils ont fait leurs preuves dans le domaine des initiatives d'éducation numérique pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà.



04 — Représentation diversifiée

Ils couvrent différentes régions africaines et sont à différents stades de développement, offrant ainsi des environnements de test variés.



05 — Capacité de partenariat

Forte collaboration avec les organisations internationales et le secteur privé



06 — Diversité linguistique

Capacités de développement de contenus en anglais, en arabe, en français et dans les langues locales





6. Conclusion

La consultation des parties prenantes de l'initiative politique de l'AUDA-NEPAD en matière des technologies éducatives dans 15 pays africains révèle que le continent se trouve à un tournant décisif dans sa transformation numérique de l'éducation. Bien que des progrès significatifs ont été réalisés dans la formulation des politiques et le développement des infrastructures, des lacunes importantes subsistent en matière de mise en œuvre, d'équité et de durabilité.

Paysage politique: les pays affichent des niveaux variables de maturité en matière de politique EdTech, les pays pionniers comme l'Algérie et l'Égypte sont en tête avec des cadres complets, tandis que des pays comme la Somalie, le Libéria et l'Eswatini sont encore au stade d'élaboration de politiques de base. Aucun des pays ayant fait l'objet de cette étude n'a pleinement mis en œuvre la stratégie de l'Union Africaine en matière d'éducation numérique (2023-2028), ce qui souligne la nécessité d'une action coordonnée à l'échelle continentale.

Défis infrastructurels: la pénétration limitée du haut débit (37 % en moyenne en Afrique) et le faible approvisionnement en électricité restent des obstacles fondamentaux. La fracture numérique entre les zones rurales et urbaines persiste dans tous les pays, les problèmes de connectivité étant particulièrement aigus dans des pays comme la Zambie (0,4 % de haut débit fixe) et le Libéria (0,3 %).

Manque de capacités humaines: les compétences en informatique des enseignants apparaissent comme un goulot d'étranglement critique, la plupart des pays font état de programmes de formation insuffisants et d'une intégration limitée des technologies dans la pédagogie. Si certains pays comme l'Algérie ont atteint un taux de formation aux TIC de 100 % chez les enseignants du secondaire, d'autres ne disposent pas d'initiatives systématiques de renforcement des capacités.

Participation des parties prenantes: les mécanismes de retour d'information varient considérablement. Des pays comme l'Île Maurice ont mis en place des processus de consultation solides (plus de 500 contributions publiques), tandis que d'autres s'appuient principalement sur des approches centralisées ou dictées par les bailleurs de fonds. La participation des communautés locales par l'intermédiaire des bureaux locaux de l'éducation et des structures communautaires est prometteuse, mais doit être renforcée.





6.1. Impératifs stratégiques

01 — Priorité aux infrastructures

Accélération du déploiement du haut débit grâce à des partenariats public-privé, en mettant particulièrement l'accent sur la connectivité rurale et les solutions d'énergie renouvelable.



02 — Autonomisation des enseignants

Programmes de développement professionnel complets et durables qui vont au-delà des compétences en informatique de base pour les intégrer à la pédagogie.



03 — Harmonisation des politiques

Harmonisation des politiques sur la stratégie de l'UA en matière d'éducation numérique et élaboration de cadres basés sur des normes et indépendants des fournisseurs.



04 — Équité et inclusion

Interventions ciblées pour les communautés marginalisées, y compris le développement de contenus multilingues et des dispositions en matière d'accessibilité.



05 — Financement durable

Allocations budgétaires claires pour les technologies éducatives (visant 20 % des budgets de l'éducation) et mécanismes de financement innovants.

La consultation des parties prenantes révèle à la fois l'urgence et l'opportunité d'un changement transformateur dans l'éducation africaine grâce à la technologie. Pour y parvenir, il faudra une action coordonnée à plusieurs niveaux, depuis les cadres politiques continentaux aux stratégies de mise en œuvre locales. L'accent qui est mis sur la neutralité vis-à-vis des fournisseurs, les normes ouvertes et les solutions communautaires constitue une base pour l'adoption durable et évolutive des technologies éducatives.

Le plus important c'est que cette consultation souligne le fait que les technologies éducatives ne constituent pas seulement un défi technique, mais aussi une opportunité de transformation holistique qui nécessite une volonté politique, des investissements soutenus et une véritable participation des parties prenantes. La voie à suivre exige de combler le fossé entre les aspirations politiques et la réalité des salles de classe, en veillant à ce que la transformation numérique serve à réduire plutôt qu'à exacerber les inégalités éducatives existantes.

La prochaine phase du projet Kimotho doit donner la priorité à des cadres de mise en œuvre concrets qui traduisent ces idées en des améliorations mesurables des résultats d'apprentissage dans les divers paysages éducatifs du continent.



AUDA - NEPAD
AFRICAN UNION DEVELOPMENT AGENCY